

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 188
Jeudi 17 MAI 1973

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Aujourd'hui encore nos frères de Palestine reçoivent de rudes coups. Il semble que la réaction mondiale s'acharne sur le peuple palestinien exilé, spolié de sa patrie et de ses terres depuis plus d'un quart de siècle.

Hier, en septembre 70, c'est la réaction jordanienne qui attaque le peuple et la Résistance, aujourd'hui c'est la réaction libanaise qui prend le relais. Et TOUJOURS, et SANS CESSER, les coups portés par le sionisme israélien depuis plus de 25 ans ! Car les mauvais coups de Beyrouth ne sont ni isolés, ni nouveaux. La tentative de liquidation du peuple palestinien a commencé avec l'occupation sioniste et la fondation de l'Etat d'Israël, qui ne furent rien d'autre que l'expulsion systématique d'un peuple de son propre sol ! Depuis, le sionisme israélien n'a eu de cesse de s'étendre par des coups de force successifs : 1948, 1956, 1967... Le terrorisme est la base de l'existence même d'Israël.

Terrorisme et impérialisme. Car le sionisme n'agit pas seul. Il a derrière lui, l'impérialisme américain. Pour Washington, l'Etat d'Israël c'est une solide tête de pont dans le Moyen-Orient arabe, c'est l'assurance de milliards de dollars et de flots de pétrole extorqués aux peuples arabes. Les révisionnistes de Moscou, tout heureux de pouvoir partager — entre super puissances — le gâteau moyen oriental acquiescent à la politique du fait accompli et préservent avec soin, avec leurs « confrères » de Washington un équilibre précaire de « ni paix, ni guerre » sur le dos des peuples.

Le complot de Beyrouth se situe dans ce contexte. Bafoué depuis 25 ans dans ses droits nationaux, le peuple palestinien s'est organisé et a pris les armes. Et tous ses ennemis, sionistes et impérialistes ont pris peur ; dès lors, ils ont fomenté tentatives sur tentatives pour liquider la Résistance : septembre 70 : Amman ; mai 73 : Beyrouth.

Mais qu'on y prenne bien garde : c'est la main américano-sioniste qui manœuvre là derrière. Il suffit d'entendre les applaudissements et conseils sionistes, destinés à la réaction libanaise. On se divise le travail, voilà tout. Et au besoin, quelques agents secrets sionistes, quelques radios pirates prétendues « palestiniennes », quelques manœuvres des armées sionistes aux frontières, viennent prêter main forte. En attendant une agression ouverte... pour après demain ? Les sionistes israéliens sont prêts à tous les crimes.

Dans notre pays ces crimes trouvent de nombreux complices dans les milieux réactionnaires.

Que voit-on ici en effet ?

D'un côté, un battage mensonger sur les 25 ans de l'Etat d'Israël, des larmoiements sur un pays soi-disant « encerclé », « agressé » et la glorification de tous ses forfaits.

De l'autre, un silence et des mensonges complices sur les tentatives d'étouffement de la voix palestinienne ; un silence et des mensonges sur la lutte de nos frères palestiniens

Ici, quand les sionistes débarquent et mitraillent en plein Beyrouth, on crie : « Quelle magnifique audace ! » Quand le peuple palestinien se lève, les armes à la main, pour recouvrer ses droits fondamentaux, on le traite « d'assassin ».

Il est peu d'exemples d'une telle volonté de mentir de tromper et de nuire ; c'est la conspiration du silence et du mensonge contre le peuple palestinien.

Notre tâche de solidarité est immense et nous ne la remplissons encore qu'imparfaitement.

Le peuple palestinien, lui, renforcé par les épreuves, lutte avec détermination et courage.

LE PEUPLE PALESTINIEN VAINCRA !
SOYONS NOMBREUX, SAMEDI A MA-
NIFESTER NOTRE SOUTIEN !



**manifestation
de solidarité
avec le peuple
palestinien
samedi 19 mai à 15 h
Place Clichy**

AVORTEMENT

« Nous ne voulons plus être inculpées ! »

Il y a quelques mois, le procès de Bobigny mettait brusquement en lumière l'ampleur de la colère des femmes de notre peuple. Une colère qui venait de loin et qui explosait avec d'autant plus de violence.

Non ! Désormais elles n'accepteront plus de risquer leur vie, leur santé, de risquer la prison pour refuser les enfants qu'elles ne voulaient pas — ou qu'elles ne pouvaient pas — accueillir. Elles n'acceptaient plus les courses folles pour se procurer une adresse, puis de grosses sommes

commissariat de police, inculpée d'avortement.

Elle reconnaît tranquillement le fait et elle l'explique : « Il y avait déjà plus d'un an qu'une mobilisation s'était créée sur ce problème dans notre ville de Grenoble. A cette occasion, nous nous sommes trouvées assaillies de demandes importantes et de plus en plus dramatiques de femmes qui venaient nous trouver pour nous demander ce qu'elles pouvaient faire et ce que nous pouvions faire pour elles. C'est ainsi que nous avons

par an sont dues essentiellement aux mauvaises conditions de travail et de transport. Curieusement, dans ce cas-là, la bourgeoisie s'abstient soigneusement de parler de « crimes ».

Des crimes, oui, il en existe bien, mais d'une autre nature. C'est encore M^{me} Halimi qui le rappelle au début de sa conférence de presse :

« Au nom d'une loi scélérate, hier encore, mourrait des suites d'un avortement clandestin, une jeune femme de 20 ans qui n'avait pas les moyens d'aller en Angleterre, en Suisse, ou dans une clinique de Neuilly. »

Ces faits intolérables ne doivent plus exister, pour cela il n'y a qu'une solution : l'abrogation de la loi répres-

sive de 1920. Et qu'on ne vienne pas nous parler de la remplacer par une autre, plus souple, amendée. Qu'on ne vienne pas nous parler, ainsi que le font les révisionnistes du P « C » F, d'avortements autorisés dans « certaines conditions », dans « certains cas », qui seraient examinés par des commissions de médecins ou de sociologues ! Ces gens-là n'ont aucune qualité pour décider, au lieu et place de la femme, les enfants qu'elle aura ou non. En dernière analyse, c'est à elle que la décision appartient et à elle seule.

La bataille pour imposer la contraception et l'avortement libres et gratuits continue !

Une ouvrière témoigne

Je suis ouvrière, mère d'un enfant. Je viens de me faire avorter par la méthode Karman. Voilà comment cela se passe. D'abord, les infirmières et les docteurs faisant partie du Groupe d'information santé (G.I.S.) nous mettent en confiance en nous expliquant complètement le déroulement de l'opération et en nous montrant le matériel utilisé. Mon mari est avec moi car il veut être au courant et aussi m'aider par sa présence.

On me fait une piqûre de buscopan pour éviter les contractions musculaires et une piqûre de valium pour me détendre. L'opération — qui m'a coûté 50 francs — dure en tout une demi-heure. Les dix dernières minutes, j'ai eu mal comme si j'avais des règles douloureuses. Mais aussitôt après, j'ai pu me lever, fumer une cigarette. Dans les jours qui ont suivi, je n'ai même pas eu de saignements.

Mon mari et moi nous avons été sidérés par la simplicité de cette méthode. En effet, il n'y a aucune dilatation artificielle du col de l'utérus. Il ne s'agit que d'introduire des « bougies », très minces au début, puis un peu plus grosses, pour per-

mettre l'introduction d'une « canule » (de 5 à 7 millimètres) reliée à une seringue qui aspirera tout le contenu de l'utérus. Le tout se fait avec un matériel entièrement stérilisé, donc dans des conditions d'hygiène irréprochables.

La femme qui subit cette opération en sort vraiment sans avoir souffert, sans être culpabilisée, sans avoir à redouter des complications (hémorragies, infection...).

La simplicité de cette méthode scientifique d'avortement, celle aussi des personnes qui la pratiquent, balayaient complètement les théories réactionnaires de la bourgeoisie sur ce problème.

L'avortement, un crime ? Le crime, n'est-ce pas plutôt d'obliger les femmes du peuple à s'avorter elles-mêmes dans des conditions d'hygiène déplorables qui font que des milliers en meurent et des milliers d'autres sont mutilées à vie ?

Une femme doit pouvoir choisir librement le moment où elle veut ses enfants.

Contraception libre et gratuite !

Avortement libre et gratuit !

Une Ouvrière marxiste-léniniste.



12 000 manifestants à Grenoble pour la liberté de l'avortement et contre l'inculpation du Dr. A. Ferrey-Martin.

d'argent, pour un avortement effectué souvent dans des conditions précaires et dangereuses.

Elles n'acceptaient plus qu'il y ait une loi pour les riches et une autre pour les pauvres.

C'est ce qui explique l'extraordinaire courant de solidarité qui a entouré la jeune Marie-Claire Chevalier et sa mère, qui avaient choisi courageusement de se battre au nom de toutes les femmes.

L'ampleur de ce mouvement a déconcerté la bourgeoisie, les déclarations contradictoires se sont succédées. Mais on était alors en période électorale et les déclarations apaisantes ont pris le pas sur les menaces. Oui ! La loi de 1920 n'était plus satisfaisante. On allait vite se pencher sur ce problème pour le régler au plus tôt. Depuis... Rien ! ou plutôt si : il y a quelques jours Annie Ferrey-Martin, un jeune médecin du mouvement « Choisir » — créé après le procès de Bobigny et qui milite en faveur de l'avortement et de la contraception libres et gratuits — vient d'être interpellée, retenue dans un

été amenés à penser que nous devions nous engager dans une pratique d'avortement, mais pas à n'importe quelles conditions. Et c'est pour cela que nous avons été en Angleterre chercher une technique qui était à ce moment-là inconnue en France : la technique d'aspiration Karman... nous avons donc pratiqué environ 500 avortements. »

Les militants de « Choisir » et tous ceux qui les soutiennent — ils sont légions ! — ont ainsi le mérite d'engager une bataille à visage découvert contre la légalité bourgeoise. « Un sujet semblable ne se discute pas sous la pression de la rue » affirmait le porte-parole du gouvernement, cachant mal son mépris du peuple. Mais justement le peuple découvre mieux à cette occasion que le parlement bourgeois ne le représente en rien, qu'il n'a aucun droit pour parler en son nom. Ainsi que l'a dit Gisèle Halimi, avocate de Annie Ferrey-Martin : « Nous n'acceptons plus d'être inculpées du tout ! C'est fini les manifestes où on dit « inculpez-nous », car si on dit « inculpez-nous » ça veut dire, d'une certaine manière, que nous donnons une certaine vie à cette loi.

Or nous dénonçons finalement le droit au gouvernement et à la justice de se servir d'une loi qui est morte, incontestablement, dans les faits, nous dénonçons le droit de nous inculper en vertu de cette loi. »

Les militants de « Choisir », en refusant d'organiser un réseau d'avortements effectués dans des conditions satisfaisantes mais clandestines, ont ainsi bien conscience d'engager une bataille politique sur une question éminemment politique.

Car la bourgeoisie a besoin, pour arrondir toujours plus ses profits, que la classe ouvrière ait des enfants, beaucoup d'enfants qui seront autant de bras à exploiter.

C'est pour cela qu'elle poursuit une campagne d'intoxication mensongère d'une rare ampleur sur cette question ne cessant de comparer l'avortement à un « crime ». Mais récemment, un colloque médical tenu à Monaco, révélait que 180 000 fausses couches

LA CHARITÉ ET LE SILENCE

Comme chaque année, la bourgeoisie fait appel à la charité publique pour le cancer. La sainte clique de l'O.R.T.F. s'est mise de la partie, Zitrone en tête. Le scandale est suffisamment connu, inutile de s'y attarder. Que voulez-vous, nous vivons dans un régime où quelques-uns accumulent d'énormes profits qui sont sacrés, et où la santé du peuple est sacrifiée.

Toujours est-il que l'O.R.T.F. avait fait une émission en direct au cours de laquelle une handicapée physique a voulu protester contre le sort réservé aux handicapés et faire connaître une grève de la faim. Un « grand cœur » de service lui a arraché le micro et l'émission a été interrompue. Surtout il ne faudrait pas que l'on sache que les handicapés sont traités comme des chiens.

PECHINEY : LA LUTTE CONTINUE



Les mineurs de bauxite manifestent à Brignoles.

Le N° 2 de Chine 73 est paru

Au sommaire :

Le grand bond en avant : échec ou succès ?

avec des articles d'H. Marchisio, Michelle Loi, etc.

L'exemplaire : 4 F

Association des Amitiés

Franco-Chinoises

32, rue Maurice-Ripoche,

75014 Paris

C.C.P. « Chine 73 » : 31087

90-La Source

NE PAS S'EN REMETTRE A LA BOURGEOISIE ET SES VALETS

Après les différents programmes bourgeois, — « Programme commun de la gauche », « Programme de Provins » — qui faisaient partie du cirque électoral, des échanges de lettres courtoises viennent d'avoir lieu, entre bourgeoisie capitaliste et « leaders » des centrales syndicales CGT - CFDT qui laissent bien entendu les problèmes concrets de la classe ouvrière sur le terrain du capitalisme exploiteur.

Le premier légionnaire Messmer vient de rendre public la réponse du gouvernement à la lettre commune des Séguy-Maire, adressée voilà un mois, le 11 avril 1973, juste après la présentation du « programme de gouvernement » faite par Messmer dans « l'écurie » du parlementarisme bourgeois.

Les uns comme les autres saisissent le moment opportun pour mettre en valeur leur ligne politique. C'est au moment de la retombée des luttes de la classe ouvrière que Messmer communique sa réponse aux « partenaires sociaux » qu'il apprécie à leur juste valeur de laquais du capital.

Mais que demandaient donc ces deux « leaders » ?

L'ouverture d'une négociation, — toujours la même idée —, centrale tripartite (gouvernement-patronat-syndicat) pour calmer le mouvement effervescent des masses, qui, au lendemain de la mystification électorale vit de nombreux travailleurs se ressaisir et passer à l'action dans la lutte CLASSE contre CLASSE. La base décidait de l'action à mener.

Le mystificateur Séguy réussit cependant à entraîner dans son sillage Maire qui signa cette lettre commune malgré ses différentes déclarations. Cette lettre commune comportait six points : la revalorisation du S.M.I.C. à 1100 F pour 40 heures de travail par semaine ; le droit à la retraite à 60 ans avec une pension correspondant à 75 % du salaire ; le rattrapage et la progression des prestations familiales ; l'égalité des droits et l'abrogation de la circulaire Fontanet ; la suppression des contrats à durée limitée pour tous les travailleurs ; la défense et l'extension du droit syndical.

Notre sujet n'est pas de commenter ces revendications sur lesquelles la classe ouvrière a des divergences que nos lecteurs connaissent et qui paraissent dans nos colonnes, mais de mettre en évidence la ligne de collaboration de classe pratiquée notamment par les dirigeants de la CGT. A cet effet, nous rappellerons les positions des dirigeants de la CGT et de la CFDT au lendemain des élections législatives. Séguy, après avoir rangé dans sa poche gauche « le programme commun de gouvernement » du P « C » F, du PS et des radicaux de « gauche », enfourchait un nouveau canasson baptisé « Programme de Provins » et il déclarait le 13 mars que les points essentiels du discours-programme fait par Messmer à Provins peuvent « constituer l'ordre du jour d'une rencontre entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, rencontre qui pourrait mettre en œuvre les réponses que nous attendons ». Alors que pour la CFDT c'est Albert Detraz qui déclarait le 14 mars : « La CFDT ne se laissera pas enfermer dans une discussion tout azimut sur la seule base des promesses gouvernementales de Provins. Elle engage et engagera l'action sur les revendications et aspirations des travailleurs ».

Alors quelle est donc la réponse de Messmer ?

Sur le SMIC, 900 F pour 40 heures par semaine prochainement ; la retraite à la « carte » qui sera proposée au Parlement ; les prestations familiales, un contrat sera conclu ; pour l'immigration, pas d'abrogation de la loi Fontanet ; pour les contrats de travail à durée limitée, l'interdiction ne paraît pas possible, les patrons en ont trop besoin ; pour le droit syndical pas de lacune dans le droit français et enfin la négociation tripartite nationale ne paraît pas opportune car « en effet, nombre de problèmes qui précèdent, intéressent l'ensemble des citoyens et comportent des aspects législatifs. C'est pourquoi ils feront, conformément aux règles de notre démocratie, l'objet de larges débats parlementaires ».

Voilà donc rassurés les défenseurs de la légalité bourgeoise, de la voie pacifique qui ne vont nullement se gêner pour faire des déclarations tonitruantes.

Les travailleurs constateront avec nous que Messmer n'est qu'un démagogue lorsqu'il déclarait à Provins le 7 janvier : « Le changement, c'est nous ! Le mouvement, c'est nous ! Et nous le prouvons, non en paroles, mais en actes ». Il suffit aussi de vérifier dans la pratique ce qu'est « notre démocratie ». Le pourrissement du parlementarisme bourgeois où tous ces « messieurs » qu'ils soient présents ou absents, se moquent éperdument des problèmes du peuple, et touchent dans n'importe quel cas leurs indemnités. Concernant le projet de loi sur les marchands de sommeil, 150 « parlementaires » bourgeois présents ; concernant l'avortement, 44 « parlementaires ».

Voilà donc les « larges débats parlementaires » que promet Messmer.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de la bourgeoisie et de ses valets. Les seuls débats véritables sur le sens et le contenu des revendications, ce sont aux travailleurs de les mener au sein des Comités d'unité prolétarienne et populaire, dans des assemblées populaires. C'est là aussi que doivent se prendre les décisions sur les moyens à mettre en pratique, sur les actions à mener CLASSE contre CLASSE, pour le succès des revendications économiques, sociales et politiques. Il ne faut pas s'en remettre à la bourgeoisie et ses valets.

Luc DACIER.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

SAVIEM (Caen)

Les débrayages se poursuivent sur les chaînes garnissage et peinture de la gamme basse, pour :

— Paiement des 50 % des jours de lock-out ;

— 50 % récupérables pour ceux qui le désirent.

De leur côté, les soudeurs débrayent pour obtenir une prime de chaleur et la qualification de P1.

S.K.F. (Saint-Cyr-sur-Loire)

Depuis le 25 avril, 80 % des 2000 métallos de l'usine sont en grève pour l'amélioration des conditions de travail et les salaires. Une délégation de gréviste a rencontré des ouvriers des autres usines du groupe, pour expliquer leur lutte et organiser la solidarité.

PERISSEL (L'Homme)

La grève entamée le 17 avril se poursuit, avec occupation des locaux, les dernières propositions patronales ayant été jugées insuffisantes par les travailleurs.

UNELEC (Vierzon)

Depuis le 4 mai, ouvriers et ouvrières

de l'usine sont en grève pour obtenir :

— 50 centimes d'augmentation pour tous ;

— Fin de la discrimination envers les femmes ;

— Suppression de la catégorie OS1 ;

— Amélioration des conditions de travail.

— Suppression des 3 jours de carence pour les délais maladie.

ACIERIE SACILOR (Lorraine)

Un mois à peine après la fin de la dernière grève, le groupe Sacilor est à nouveau paralysé par la grève. La direction a lock-outé l'ensemble des ouvriers.

Les grévistes revendiquent l'égalité du statut du personnel horaire et du personnel ETAM (entretien).

BERNARD MOTEURS (Saint-Ouen)

Les ouvriers des ateliers de fonderie et d'ébarbage de l'usine Bernard Moteurs se sont mis en grève le 9 mai, après un vote à l'unanimité moins 4 voix, à main levée. Ils exigent :

— Une augmentation de 50 centimes ;

— De meilleures conditions de travail.

DIJON :

Soutien aux travailleurs du foyer Blanqui

A Dijon s'est créé un comité « pour l'abrogation de la circulaire Fontanet » qui regroupe dans l'action divers travailleurs et intellectuels avancés luttant contre cette attaque aux droits des travailleurs immigrés. Des militants communistes marxistes-léninistes de « L'Humanité Rouge » y participent activement.

Au moment de la naissance du comité, une grève a eu lieu dans le foyer des travailleurs du bâtiment Blanqui. Les des brimades d'un gérant qui allait jusqu'à les frapper et du mauvais fonctionnement de l'éclairage, des douches, les gars ont fait grève une demi-journée pour obtenir le renvoi du gérant qui, dernier exploit, avait envoyé un gars à l'hôpital en le tabassant. Ils exigeaient aussi la remise en état des installations. Les patrons du bâtiment, gérants du foyer, cèdent d'abord ; renvoi du gérant. Ils passent ensuite à la contre-attaque, ils veulent expulser le travailleur immigré blessé par le gérant ; c'est la victime qui doit payer les pots cassés ! Ils veulent aussi imposer un règlement intérieur encore plus flic : contrôle des cartes de résidents à l'entrée (comme dans une caserne !)

Aussi, pour manifester son soutien actif à la lutte des habitants du foyer et dénoncer la circulaire Fontanet-Marcellin qui va développer ce genre de foyer-prison (entre autres mauvais coups), le comité a organisé un meeting qui a réuni environ 150 personnes dont des travailleurs immigrés du foyer — Au cours de la manifestation du 1^{er} mai (où apparaissaient aussi les banderoles de « L'Humanité Rouge »), le comité a amené des banderoles (français et arabe) réclamant l'abrogation de la circulaire Fontanet — En même temps, un tract était distribué dénonçant la tentative

d'expulsion au foyer Blanqui et appelant à se rassembler devant le foyer après la manif pour montrer la solidarité active avec les immigrés.

Plus d'une centaine de travailleurs, syndicalistes, étudiants, militants, répondirent à cet appel. Les patrons redoutent l'unité qui se fait contre eux, aussi ils avaient déplacé 8 cars de C.R.S., casqués, armés de fusils lance-grenades. Les flics interdirent d'abord les banderoles de solidarité, puis expulsèrent brutalement de la porte du foyer des membres du comité qui discutaient avec les immigrés (ils jetèrent à terre plusieurs personnes). Tout le monde serra les coudes, fit face aux C.R.S. et scanda : « Abrogation de la circulaire Fontanet, liberté d'expression. » Deux membres du comité prirent la parole pour expliquer la portée du rassemblement. Puis d'autres C.R.S. vinrent encercler le rassemblement et voulurent vérifier toutes les identités et garder certains camarades, mais devant l'attitude unie et résolue du rassemblement, ils n'embarquèrent qu'une quinzaine de personnes au hasard.

Premiers résultats :

— Le travailleur menacé d'expulsion pour le 30 avril est encore au foyer ;

— La presse pourrie locale a été obligée de parler de ce qui se passe à Blanqui ;

— Un certain nombre de travailleurs et intellectuels avancés ont manifesté leur solidarité active avec les travailleurs immigrés, contrairement aux révisionnistes qui se contentent de paroles creuses et ne font rien.

Le comité poursuit son travail d'information et de soutien auprès de la population.

Les Communistes M.L. de Dijon

St-Ouen : Grève à OUVRARD-VILLARS

Ouvrard-Villars est une petite tôlerie de Saint-Ouen qui emploie une centaine de personnes ; elle fabrique du matériel d'éclairage (lampes) et des panneaux de signalisation routière ; le matériel est très vieux (il y a des machines datant de près de 60 ans avec des garanties de sécurité nulles ; le personnel change souvent car les salaires sont très bas : un manoeuvre gagne 5,42 F de l'heure, un OS1 gagne 5,47 F, un OS2 5,87 F, un P1 6,56 F. Les conditions de travail sont dures. Le Patron est tout puissant : aucune organisation syndicale n'existe. Il y

a seulement des délégués-bidons. Il n'y a pas eu de grève dans l'usine depuis 22 ans (mis à part en mai 68, 8 jours de grèves).

C'est dans ces conditions que quelques ouvriers décidés se regroupent. L'idée d'une grève naît et circule dans les ateliers. Le 3 mai la grève éclate par surprise, soixante personnes environ s'y rallient : ce sont la plupart des manoeuvres, la majorité des O.S. et une partie des employés de bureaux (dactylos, secrétaires) soit une majorité de femmes et d'immigrés. Les P3 et le bureau d'études refusent de se joindre au mouvement.

Un cahier de revendication est aussitôt mis au point, un comité de grève créé. Peu de temps après, la majorité des ouvriers voulant lutter en se servant du cadre syndical, une section syndicale C.G.T. est créée. La grève est popularisée sur les autres usines par des tracts et des collectes sont organisées.

La combativité des grévistes est très grande. Ils sont résolus à tenir ferme et ne reprendront le travail que s'ils obtiennent satisfaction.

Que demandent-ils ?

— 200 F de plus par mois pour tous !

— Pas de salaires inférieurs à 1200 F.

— La suppression du Boni.

— La requalification de tous les ouvriers (en particulier la suppression de la qualification manoeuvre).

— Le 13^e mois.

— Pas de licenciement pour faits de grève.

La lutte sera dure. Après 10 jours de grève, le patron n'a encore rien voulu céder.

Aidons les travailleurs d'Ouvrard. Soutenons-les jusqu'à la victoire !

Correspondant H.R., St-Ouen.

PEUGEOT - SOCHAUX SOLIDAIRES !

Mercredi 18 avril. — Sochaux (automobiles Peugeot) :

Les 200 ouvriers de l'atelier OG-Sud ont refusé l'exécution de pièces (pédales d'embrayage) pour l'usine de Saint-Etienne et ont montré ainsi, en refusant de saboter la grève de Saint-Etienne, leur solidarité avec leurs camarades en lutte.

Vendredi 20 avril. — Sochaux (automobiles Peugeot) :

4 000 OS ont débrayé et ont tenu un meeting à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. Les bonzes syndicaux, totalement débordés par la base, ont fait de longs discours sur le programme commun, sous les poings levés et les cris : « Si Sochaux lock-out, on occupe ! » Le délégué-traitre de service C.G.T. a dit, lui : « Si Sochaux lock-out, les syndicats demanderont des négociations » (!). La colère, dans toutes les usines Peugeot de la région, va grandissant, et depuis presque 3 semaines que nos frères de classe à St-Etienne luttent contre les vampires du groupe Peugeot, contre leurs valets et nervis fascistes, les syndicats ont fait le silence total, ce qui prouve leur trahison. La C.G.T. et les autres syndicats (C.F.D.T.) ont appelé à un meeting, car ils ne pouvaient plus faire autrement, tant la tension et la haine de classe montaient contre le patron et leurs agents, la C.G.T. veut récupérer la juste colère des ouvriers et l'amener dans une voie de garage, c'est-à-dire des négociations sans arrêt de travail ni grève, où l'on obtient des miettes pour lesquelles il faut se taire et continuer d'être exploités dans l'ordre bourgeois.

AFEDA (Cherbourg) Action, solidarité et succès

Regroupés autour des militants de « l'Humanité Rouge », des lycéens de Valognes ont lancé une action de soutien aux travailleurs de l'A.F.E.D.A. en grève depuis le 30 mars. En même temps que la diffusion du tract dont nous publions ci-dessous quelques extraits, des collectes ont été faites devant le lycée et à la sortie de la coopérative VALCO, ainsi que devant les grilles d'une autre entreprise de Valognes de 100 à 150 ouvriers. Cette collecte encourageante s'est élevée à 140 F, les travailleurs de Valognes ont, dans leur majorité, soutenu leurs camarades en grève et certains nous ont aidé à faire les collectes. D'autre part cette action a permis aux lycéens de comprendre que l'unité avec les travailleurs ne se réalisait pas dans un défilé avec la CGT et la CFDT, mais dans l'action, dans la solidarité militante.

Le tract du Comité de soutien Valognes déclarait au 39^e jour de grève : « En envoyant des cadres de Chilly et des dépanneurs de Dijon, dirigés par des anciens militaires et flics, la direction essaie de briser la grève. Des pressions sont exercées sur les grévistes. La direction dépose une plainte en référé, pour faire évacuer les abords de l'entrée tenus par le Comité de grève. Nos camarades de Cherbourg ne cèdent pas et continuent la grève ».

Et après 41 jours de grève, les travailleurs de l'A.F.E.D.A., ayant satisfaction sur la plupart de leurs revendications ont repris le travail. Ils ont obtenu :

- Le respect de la qualification ;
- Une convention collective ;
- Une augmentation de salaire de 10 % en deux tranches ;
- La levée des inculpations.

L'Unité à la Base et dans l'Action conduit au succès.

Correspondant H.R.

Nous avons demandé à un camarade ouvrier d'une importante usine métallurgique comment dans cette entreprise les marxistes-léninistes agissent pour réaliser l'unité prolétarienne. Voici ce qu'il nous a déclaré :

« Avant tout il faut que je présente les choses. On ressent chez les gars le besoin de s'unir ; la division, surtout sur le plan syndical, est très fortement ressentie par eux. On les entend dire souvent : « Le patronat, lui, n'a qu'un syndicat. » Ce qu'on peut dire c'est que l'unité prolétarienne correspond à un besoin profond.

Aujourd'hui nous sommes capables de proposer quelque chose de concret aux travailleurs et ça c'est très important.

Dans chaque syndicat nous avons des camarades. Avec l'ancienneté, les travailleurs nous connaissent dans notre pratique de tous les jours. On acquiert du poids. Au début, les révisionnistes essayaient de nous faire passer pour des « rigolos », mais on a montré aux ouvriers qu'on menait un travail prolongé.

Au cours de la campagne électorale, beaucoup d'ouvriers ont porté attention à ce qu'on disait.

Nous avons un certain nombre de sympathisants que nous réunissons. Maintenant, les travailleurs voient mieux la présence de l'organisation. On est connu dans l'usine et par exemple au moment des élections de délégués du personnel les ouvriers ont demandé ce que faisait « l'Humanité Rouge » !

Ça, c'était pour présenter un peu la situation.

Pour nous, le travail d'unité prolétarienne a vraiment commencé à partir de la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

La C.F.D.T. était intervenue par un tract appelant à un meeting. A partir de ça, on s'est dit qu'elle avait une position juste. On a discuté avec nos sympathisants pour voir ce qu'on pouvait faire. On a proposé de se réunir avec des travailleurs de l'usine sur la base de l'abrogation de la circulaire Fontanet. Les travailleurs C.G.T., C.F.D.T., non-syndiqués avaient leur place. Une première réunion a eu lieu avec des gars de la C.F.D.T., des français, des immigrés, où on a discuté de la circulaire Fontanet. On s'est mis d'accord pour faire des groupes d'étude par atelier pour voir ce qu'était la circulaire. Il fallait la connaître pour être capable de l'expliquer aux autres, faire des tracts, des affiches. Il y a eu un tract expliquant que la circulaire Fontanet divisait la classe ouvrière. Ce sont des groupes de travail qui l'ont fait. Ça a été la première initiative d'unité prolétarienne. Bientôt les luttes de Renault, Peugeot, etc., la manif du 1^{er} mai, nous ont amenés à nous demander : « Et nous qu'est-ce qu'on fait dans l'usine ? »

La C.G.T. a mis au point sa plateforme revendicative où les ouvriers ne comprenaient pas où elle voulait en venir sur les salaires. Elle demandait une augmentation uniforme pour les ouvriers et hiérarchisée pour les mensuels avec plancher de 148 F. Le résultat c'était que ceux qui touchent plus de 3 000 F avaient plus d'augmentation que les autres. Et puis elle demandait qu'il y ait un plus grand nombre d'augmentations individuelles. Tout ça, ça divisait.

Une réunion des syndiqués a eu lieu en 10 minutes, où on a dénoncé la plateforme. On a fait approuver « A travail égal, salaire égal », le refus du travail en équipe. Peu de syndiqués étaient présents.

Le lendemain, il y a eu une assemblée générale des travailleurs de l'atelier, après qu'un tract de la C.G.T. ait été diffusé sans les amendements. On a protesté publiquement. Un délégué de la C.F.D.T. a voulu prendre la parole pour les augmentations de salaire. Le bonze C.G.T. l'a empêché de parler en lui disant : « Je t'interdis de prendre la parole » sous prétexte qu'il est de la C.F.D.T. et qu'il n'est pas de l'atelier. Il a dit encore : « Je ne cause pas avec les gauchistes ». On a protesté, d'autres gars aussi et finalement, la réunion a tourné court du fait de l'attitude du secrétaire C.G.T. Des discussions par groupe ont eu lieu. Certains disaient : « Il n'est pas de notre atelier, il n'a rien à y faire », nous et d'autres on disait : « Tout le monde a le droit de discuter des revendications, ça concerne toute l'usine. » A la fin tous les ouvriers disaient que le secrétaire de la C.G.T. était un « con ».

On a été voir un délégué C.G.T. avec lequel on s'engueule souvent mais qui est honnête et on lui a dit : « Il n'y a pas de raison qu'il ne puisse pas y avoir une seule plateforme revendicative pour l'usine », « Dis-nous sur quoi l'unité n'est pas possible ». Et après une bonne discussion sur les revendications il a admis qu'elle l'était.

On a publié une plateforme revendicative unitaire dans notre journal d'entreprise, après discussion avec des travailleurs. On y dit qu'il faut étendre la lutte à tout le trust. C'est pas normal qu'il y ait eu des licenciements et 1 mois de grève dans une autre usine du trust sans qu'on n'en sache rien. On appelait les travailleurs à discuter notre plateforme. Dans l'ensemble, l'accueil a été bon.

Puis on a appris la journée de la C.G.T. du 4 mai. Dans un tract on disait qu'il fallait débrayer pour discuter de nos revendications. La C.G.T. refusait et n'avait pas consulté les travailleurs pour avoir leur avis. Le 4 on a diffusé un tract que les ouvriers ont beaucoup discuté.

Des ouvriers nous ont appelé pour en discuter. Maintenant on va pouvoir enrichir la plateforme revendicative.

Notre objectif, à l'heure actuelle est de créer un comité d'unité prolétarienne.

CLERMONT-FERRAND

Comment on paye jusqu'à 3.500 F pour se faire exploiter chez Michelin

Au Maroc, le régime complètement pourri de Hassan II fait régner une misère extrême au profit de l'impérialisme mondial et notamment l'impérialisme français.

A tel point que tout est bon pour gagner de l'argent. Tout se vend : du permis de conduire, de l'extrait de naissance jusqu'au contrat de travail !

Un ouvrier marocain qui veut se faire embaucher dans une usine marocaine paie généralement 1 000 NF à un intermédiaire, pour gagner ensuite moins de 500 NF par mois et dans la plupart des cas il est mis à la porte au bout de 6 mois.

Michelin a besoin en ce moment de beaucoup de main-d'œuvre pour l'usine qu'il est en train de construire à Bordeaux et aussi parce que les ouvriers portugais (plusieurs milliers aux usines de Clermont-Ferrand), écœurés par les salaires de misère et la vie chère, préfèrent aller travailler en Allemagne ou retourner au Portugal où des usines ouvrent.

Michelin profitant machiavéliquement de la situation au Maroc a résolu gratuitement son problème de recrutement et de la meilleure des façons. Il faut savoir que tous les ouvriers qui s'embauchent chez Michelin à Clermont, sont soumis à un stage de sélection des plus sévères avec tests, entretien avec des « psychologues », etc.

Mais Michelin a trouvé mieux : la sélection par les ouvriers eux-mêmes. Il a commencé par distribuer aux quelques ouvriers marocains des contrats de travail que

ceux-ci peuvent revendre au Maroc jusqu'à 3 500 NF, 2 000 NF le cours moyen. Il promet à l'ouvrier qu'il aura d'autres contrats s'il lui recrute de bons travailleurs. Ainsi l'ouvrier recruteur va choisir parmi ses connaissances au Maroc, prendre en charge ceux qu'il fait embaucher, veiller à ce qu'ils travaillent bien, ne sortent pas trop le soir, etc.

Les ouvriers recrutés eux se sentent généralement obligés vis-à-vis de celui qui leur a procuré (à quel prix !) ce qui leur semble une place stable, alors qu'ils quittent le Maroc où chômage, misère et mendicité ont atteint un niveau extrême.

Et puis si eux-aussi travaillent bien ils auront aussi des contrats qu'ils pourront vendre au Maroc. Michelin a ainsi été obligé d'arrêter de distribuer ces contrats à un ouvrier qui avait pu faire construire 4 maisons au Maroc.

Ce qui ne l'empêche pas hypocritement de faire signer un papier à chaque ouvrier qui arrive, comme quoi il n'a pas payé son contrat.

Voilà de quoi sont capables les patrons et leurs cadres-larbins ! Voilà comment on paye une somme fabuleuse pour avoir le droit d'engraisser Michelin !

Mais c'est en vain que Michelin essaye d'empêcher l'unité des travailleurs marocains par des moyens aussi ignobles !

Tôt ou tard, les ouvriers de Michelin, français et immigrés, sauront lutter au coude à coude, tous unis pour faire céder le trust.

Correspondant H.R.

ENVER HOXHA

LES MASSES
EDIFIENT
LE SOCIALISME,
LE PARTI
LEUR FAIT PRENDRE
CONSCIENCE

discours prononcé
le 26 février 1972
Présentation de
Patrick Kessel

L'exemplaire : 4 F
(Nouveau bureau d'édition)

Passer vos commandes à :

P. Kessel,
B.P. 185-16,
75764 PARIS CEDEX 16



Nouvelle victoire des paysans-travailleurs du Lot-et-Garonne

En Lot-et-Garonne comme partout en France les petits agriculteurs sont de plus en plus victimes de la bourgeoisie et des organismes à sa solde (Crédit agricole, SAFER, Commission de Cumuls, etc.). A la suite de multiples expériences, les paysans-travailleurs (paysans qui vivent de leur travail sans exploiter de main-d'œuvre salariée) se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient compter que sur leurs propres forces et sur leur lutte pour se défendre efficacement contre l'exploitation dont ils sont victimes.

Décembre 1972 : victoire sur le trust Sanders

Le trust Sanders a mis au point un système lui permettant de ruiner les petits paysans. Cette maison d'aliments pour le bétail passe un contrat avec l'exploitant :

1. Elle vend la matière première (porcs ou veaux), et bien sûr, les aliments que l'agriculteur valorisera ;
2. L'éleveur fournit les bâtiments (investissements peu productifs) et le travail.

Sanders rachète le bétail engraisé, mais de toutes manières, c'est l'éleveur qui court tous les risques : si les cours s'effondrent, la maison réclame toujours le prix de ses fournitures !...

Après avoir travaillé dix mois pour élever deux bandes de porcs, Jean Archambeau devait 3 450 F (nouveaux) sans avoir touché la moindre rémunération, alors que par contrat il devait percevoir 20 F minimum par porc engraisé.

VOILA LE CAPITALISME EN 1973 : VOUS TRAVAILLEZ POUR LUI ET EN PLUS VOUS LUI DEVEZ DE L'ARGENT !

Mais la colère et l'indignation grondaient chez les petits agriculteurs. Une mobilisation de masse au siège du trust à Port-Sainte-Marie permettait d'obtenir justice et de faire rendre gorge à l'affameur. Après plusieurs heures de discussions avec la foule des agriculteurs le directeur annulait la soi-disant dette et signait un chèque rétribuant le travail de Jean Archambeau.

Cette lutte à la base permettait de faire triompher la revendication :

TOUT TRAVAIL = JUSTE REMUNERATION

Quelles que soient les manipulations des cours par les grossistes, commerçants, etc.

13 ha de terres attenant à son exploitation et indispensables pour lui permettre de faire vivre sa famille.

Mais ces terres sont convoitées par un agriculteur de soixante-trois ans, exploitant déjà 84 ha.

Après intervention des autorités (Ministère de l'Agriculture, préfecture) ou de différents organismes (SAFER), le résultat est clair : le cumulard peut s'emparer des 13 ha.

La commission des cumuls est saisie à son tour : que pensez-vous qu'il adienne ?

1. Le cumulard spéculant revend 8 ha de terres ;
2. Il en loue 5 ha à son gendre.



Manifestation de paysans devant la résidence d'un régisseur.

Mai 1973 : victoire sur un cumulard

Un jeune fermier, père de 3 enfants, Damien Laboudène exploitant 25 ha veut se porter acquéreur de

ainsi la loi bourgeoise et les organismes à la solde de la bourgeoisie ont rempli leur rôle : permettre aux gros propriétaires de s'enrichir encore davantage même si les petits agriculteurs en meurent.

Cité internationale : Grève illimitée des travailleurs des restaurants universitaires

120 travailleurs des restaurants universitaires de la cité Internationale de Paris, syndiqués C.G.T. et non syndiqués, sont en grève depuis le 24 avril.

Pour la plupart, les conditions de travail sont :

- Salaires net de 800 à 900 F par mois ;
- Onze heures et demie de présence sur le lieu de travail, avec cou-

pure de quatre heures non rémunérée ;

- Un jour de repos tous les huit jours et rarement le dimanche ;
- 1 800 repas à servir par jour alors que les effectifs sont prévus pour 1 200.

Aussi leurs justes revendications sont :

- Augmentation des salaires de 12,5 % ;

— Augmentation des effectifs qui aurait pour résultats :

- Réduction des cadences, retour aux quarante heures sans diminution de salaire, 2 jours de repos consécutifs, journée continue.

Au cours de la grève les travailleurs ont décidé eux-mêmes de faire piquet de grève, collectes, informations auprès du personnel des autres restaurants universitaires, et depuis mercredi 9 mai d'occuper le hall de l'administration.

Ils ont rallié à eux des femmes de ménage et jardiniers qui donnent une heure de salaire par jour en solidarité.

Des étudiants ont formé un comité de soutien qui ne prend aucune décision sans les travailleurs.

L'administration s'est contentée de propositions dérisoires, elle a tenté de faire voter à bulletin secret la reprise du travail, les grévistes ont boycotté le vote.

Vendredi, les travailleurs se sont rendus au ministère de l'Education nationale et se sont vus encadrés par des gardes mobiles armés.

Chaque jour l'unité se renforce, chacun est déterminé à lutter jusqu'au bout.

L'administration devra céder !

Des lecteurs de H.R.



POUR LA BOURGEOISIE, LES HOMMES NE COMPTENT PAS SEUL LE PROFIT LES GUIDE

Mais les agriculteurs paysans-travailleurs du canton de Villeneuve décidés à se battre, investissent par surprise et à plus de 150 la ferme du cumulard Briot à 10 heures le lundi 7 mai.

Celui-ci résista avec acharnement aux demandes justifiées qui lui étaient présentées. Mais la détermination des agriculteurs le démoralisa. A midi, rien n'ayant été obtenu, ceux-ci s'organisèrent pour le repas de midi et s'installèrent.

Devant tant de ténacité, à 13 h 30 un accord était conclu et le cumulard signait un sous seing privé cédant 7 ha à Damien Laboudène.

Les agriculteurs présents se retrouvaient chez Damien pour arroser leur victoire, prêts à recommencer la lutte chaque fois que cela sera nécessaire.

Les conclusions à tirer de ces actions sont particulièrement importantes :

1. Les paysans-travailleurs ont vu quels étaient leurs ennemis :

— Les industriels qui font monter les prix des produits indispensables à l'agriculture ;

— Les gros commerçants qui font pression sur les prix agricoles ;

— Les gros exploitants qui empochent les subventions ;

— Les cumulards qui empêchent les petits de s'installer ;

— L'Etat qui met son administration et qui crée des organisations professionnelles (SAFER ou commission des cumuls) au service des spéculateurs, des cumulards, de tous ceux qui ont de l'argent.

2. Les manœuvres de sabotage de certains dirigeants de la F.D.S.E.A. (contrôlée dans le département par les révisionnistes du P.C.F.) ont lamentablement échoué. Alors que ces dirigeants ont bloqué les appels à la manifestation, bon nombre d'adhérents de base ont participé à la lutte et se sont retrouvés au coude à coude avec leurs frères de classe.

3. Ces formes de luttes regroupant à la base et dans l'action les petits agriculteurs rencontrent une audience de plus en plus grande. De très nombreux cantons avaient tenu à participer à la lutte, et certains manifestants venaient de fort loin pour prouver leur solidarité de classe.

4. Seul le renforcement de l'unité à la base et dans l'action des paysans permettra à ceux-ci de survivre.

Tant que le capitalisme restera en place, les avantages acquis seront remis en cause, aussi le combat doit-il se développer pour supprimer ce système mis en place par une minorité pour exploiter une majorité.

SEUL LE SOCIALISME AMENERA L'EMANCIPATION DE LA PAYSANNERIE PAUVRE.

SEULE LA DICTATURE DU PROLETARIAT (OUVRIERS ET PAYSANS PAUVRES) PERMETTRA DE CHASSER DEFINITIVEMENT LES EXPLOITEURS.

Correspondant H.R.

La poudre aux yeux

Devant le développement des luttes des travailleurs immigrés, le gouvernement tente de donner le change. Le ministre Gorse parle d'« humaniser » la situation des travailleurs immigrés.

Le Parlement vote une loi destinée soi-disant à lutter contre les « marchands de sommeil ». Une loi de plus qui ne sera que du vent comme l'ont été celles votées en 1970. On sait bien que l'activité des « marchands de sommeil » est connue et tolérée. Combien de fois n'a-t-on pas entendu que les bidonvilles allaient disparaître ? Gorse dépose un projet de loi destiné, paraît-il, à réprimer « les trafics de main-d'œuvre ». Et pendant ce temps il affirme que la circulaire Fontanet-Marcellin restera en vigueur. On voit bien là que l'« humanisation » dont il parle n'est qu'un mensonge. Comment parler d'« humanisation » alors que cette circulaire qui livre les travailleurs immigrés pieds et poings liés à l'arbitraire patronal et policier reste en vigueur.

Le gouvernement tente de passer sous silence les motifs des centaines de grèves de la faim effectuées par des travailleurs immigrés. Plus que jamais, travailleurs français et immigrés doivent s'unir pour exiger l'abrogation de la circulaire Fontanet et n'en déplaise à Claudius Petit qui déclarait : « Venus chez nous chercher de quoi vivre et faire vivre leur famille, les travailleurs immigrés n'ont pas à se mêler de luttes qui ne sont pas les leurs », c'est ensemble qu'ils vaincront !

Grévistes de la faim du 14^e

UNE 1^{ère} VICTOIRE



Les 14 travailleurs immigrés du 14^e arrondissement viennent de cesser la grève de la faim qu'ils suivaient depuis le 24 avril pour obtenir le droit d'exister et de travailler au grand jour, qui leur était jusqu'alors refusé.

« Je suis rentré en France en mai 72 », disait l'un d'eux, « J'ai travaillé durant 8 mois au bout desquels le patron m'a établi un contrat de travail qui a été refusé par la Main-d'œuvre ! ».

Et un autre :

« Moi j'ai travaillé chez trois patrons successivement. Quand je leur ai demandé de m'établir un contrat de travail, à chaque fois ils m'ont refusé et ils m'ont débauché. Pourtant quand les patrons m'ont embauché, ils savaient tous que je n'avais pas de papiers. Ils veulent bien de nous, mais pour nous faire travailler « au noir. »

Des témoignages semblables, ils en avaient tous à expliquer ! C'est pourquoi ils avaient lancé un large appel à la population du quartier et

à tous les travailleurs, français et immigrés, à soutenir leur lutte pour obtenir :

- la carte de travail, dès l'embauche, sans être liée au contrat de travail ;
- la carte de séjour ordinaire et non pas un récépissé provisoire ;
- un travail normal procuré par la main-d'œuvre ;
- un logement décent conforme à leurs moyens ;
- l'abrogation de la circulaire scélérate Fontanet-Marcellin qui réduit en esclavage tous les travailleurs immigrés.

Avec l'appui du Comité de soutien qui s'était organisé autour d'eux, les grévistes de la faim ont obtenu du directeur départemental de la main-d'œuvre la promesse écrite d'un contrat de travail et d'une carte de séjour valable un an.

C'est une première victoire. La lutte doit continuer pour l'abrogation définitive de la circulaire scélérate Fontanet-Marcellin.

Commandez

« Face au gauchisme moderne »

brochure éditée par l'Humanité Rouge

PRIX : 3,50 F

(ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi)

St-Étienne :

Deuxième mois de grève de la faim



Depuis le 9 avril, cinquante et un travailleurs immigrés font la grève de la faim pour obtenir leurs papiers. Dans un communiqué, ils déclarent :

« Le préfet a refusé pendant dix-neuf jours de recevoir nos représentants. Il s'y refuse encore. Il a ensuite envoyé des C.R.S. contre ceux qui défendaient nos exigences. A tout cela, nous avons opposé notre volonté de continuer la grève jusqu'à la victoire, avec l'aide du comité de soutien qui est notre porte-parole à l'extérieur.

« Lundi, le préfet a enfin fait des propositions nouvelles (allant au-delà d'une autorisation provisoire nous ramenant dans trois mois à la situation d'aujourd'hui) au cours d'une entrevue où aucun délégué mandaté par nous n'était présent. A cela, nous répondons :

« — La grève continue tant que nous n'avons pas de notification écrite par la Préfecture de ses propositions ;

« — La grève continue tant que nous n'avons pas un engagement écrit de la Préfecture ou de la Main-d'œuvre sur la durée des contrats

de travail proposés (un an) : seul un contrat permet le renouvellement des permis de séjour ;

« — La grève continue tant que nous n'avons pas en main, chacun, un premier contrat validé par l'agence de l'emploi, car nous ne voulons pas que les promesses du préfet commencent à être appliquées dans trois mois, à cause des « lenteurs administratives » ;

« — La grève continue si l'on cherche à exclure l'un de nous des solutions proposées. »

Dix travailleurs immigrés ont dû être hospitalisés.

Quatre grévistes de la faim qui se sont présentés au commissariat du cours Faurel ont été refoulés. Alors que le préfet avait fait un certain nombre de promesses orales devant sept organisations politiques et syndicales, il ne les a pas tenues et de nouvelles conditions ont été posées à la dernière minute : en particulier, ils devaient passer une visite médicale au commissariat. Les grévistes de la faim ont repoussé ces exigences. Ils affirment leur volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

NON à l'expulsion de Larbi Boudjenana

En juillet 1972, la police perquisitionnait sa chambre d'hôtel, à Denain. Elle y trouvait des journaux, des livres sur le racisme et la lutte du peuple palestinien et le Petit Livre rouge. Emmené au commissariat, interrogé, il a été giflé et insulté.

Le 5 janvier, il est passé devant la commission d'expulsion qui a décidé de l'expulsion pour des faits « de nature à compromettre l'ordre public » à dater du 25 avril.

Il déclare :

« J'ai décidé de rester en France parce que je vois que c'est une injustice de m'expulser. Dire que je compromets l'ordre public ce n'est pas une raison valable. Ce que j'ai fait, c'est purement et simplement défendre les intérêts des travailleurs

immigrés. Pas uniquement les travailleurs immigrés, mais les intérêts de tous les travailleurs. Je n'ai pas fait quelque chose d'interdit, je n'ai commis aucun délit, j'ai défendu des travailleurs immigrés parce que nous on est dans des travaux dégueulasses, là où c'est le plus dur. On est aussi dans des logements dégueulasses et on est mal vu à cause du racisme. C'est une imposture que cette expulsion. Est-ce compromettre l'ordre public que de défendre les intérêts des ouvriers, notamment ceux des ouvriers immigrés, contre les cadences de travail, contre les licenciements, contre le manque de sécurité, contre la division entre les Français et les immigrés, contre le racisme et pour obtenir un meilleur salaire. »

Bagnolet :

52 travailleurs menacés d'expulsion

Au 34, rue de l'Égalité, à Bagnolet, 52 travailleurs africains sont menacés d'expulsion. Logés dans un foyer-taudis, une ancienne usine, à 8 ou 10 par chambre, une seule cabine de douche pour le foyer, les draps changés une fois par mois, ils ont refusé de payer les loyers lorsqu'une augmentation a été annoncée,

tant que les conditions d'hébergement ne seraient pas améliorées.

Le 26 mars, le président du tribunal de Bobigny rendait une ordonnance de rétéré décidant leur expulsion dans les 24 heures. Voilà qui montre à quel point la justice du capital méprise les travailleurs immigrés et est complice des « marchands de sommeil ».

QU'EST-CE QUE LE SIONISME

sionisme et colonialisme

AUX ORIGINES, UNE IDEOLOGIE COLONIALISTE

Le « premier sionisme » est né à Pinsk dans les années 1880 ; il regroupait quelques juifs très religieux — adorateurs de Sion — face à la recrudescence de l'idéologie antisémite en Europe, et surtout dans la Russie tsariste. Aucune visée d'expansion sur Israël alors.

Une quinzaine d'années plus tard, apparaît le « deuxième sionisme » — celui d'aujourd'hui. Son idéologue est Herzl qui écrit en 1896 *L'Etat juif*. C'est déjà un programme ! Luttant contre l'intégration des juifs au sein des peuples d'Europe, le sionisme définit son but : créer un Etat juif. Mais où ?

D'emblée, le sionisme se place sous le signe de l'impérialisme naissant du début du siècle :

« Pour l'Europe, nous constituons là-bas un morceau de rempart

contre l'Asie, nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie », écrit Herzl et il annonce ainsi la couleur : l'Etat juif doit être la tête de pont de « l'Europe civilisée » contre « l'Asie barbare ». Autrement dit, tête de pont du colonialisme européen contre les peuples.

Au congrès de Bâle de 1897, les sionistes recherchent le lieu du « foyer juif » à venir. Argentine, Ouganda ? C'est la Palestine qui est choisie — car elle donne un « vernis » biblique aux visées politiques de colonisation pure et simple.

Y a-t-il un peuple en Palestine ? Qu'importe ! Le colonialiste européen du début du siècle ne se préoccupe pas de cela, convaincu que son occupation aux quatre coins de la planète lui est un droit conféré par sa « très supérieure civilisation » !

UN MENSONGE :

UN PEUPLE SANS TERRE POUR UNE TERRE SANS PEUPLE

C'est-à-dire le peuple juif pour une Palestine vide. C'est l'idée qui court dans la mentalité sioniste.

« Que sont les Palestiniens ? Quand je suis arrivé ici, il y avait deux cent cinquante mille non-juifs, pour la plupart des Arabes et des Bédouins. Un désert. Pire que sous-développé, rien. »

Cette déclaration de Lévy Eshkol, à Newsweek, le 19 février 1969, est un mensonge. Le chiffre est faux ; la réalité également.

Dès 1892, le philosophe juif Ahad Haam, de retour de Palestine, écrivait déjà, en totale contradiction avec les affirmations sionistes :

« Nous, de l'extérieur, nous croyons que la Palestine d'aujourd'hui est un pays presque entièrement vide. Un désert aride où tout un chacun peut acheter autant de terres qu'il en veut. La réalité est tout autre. Il est difficile de trouver dans ce pays des terres arabes qui ne soient pas cultivées... »

En effet, la Palestine, région éloignée de l'empire turc, est essentiellement peuplée de fellahs au début de ce siècle, les fellahs sont ouvriers agricoles sur les grands domaines

des gros propriétaires fonciers absentéistes ou bien petits propriétaires ; ils sont très endettés par une usure exorbitante.

En 1920, il y a environ sept cent cinquante-deux mille habitants en Palestine. Dont quatre-vingt-trois mille juifs (il y a déjà une colonisation juive depuis une quinzaine d'années), trente mille appartenant à des organisations sionistes. Les juifs représentent alors 8 % de la population, ils possèdent 2,5 % des terres.

Que penser du « vide » observé par Lévy Eshkol, arrivé en Palestine vers 1909 ?

Certains sionistes, gênés par la thèse par trop mensongère du « vide » palestinien, parlent de « vide culturel » qui nécessite l'assimilation des non-juifs :

« Les immigrants juifs développeront la Palestine et la population locale s'assimilera avec le temps parmi les juifs du point de vue économique et culturel. »

Généreux colonialistes qui daignent octroyer quelques miettes, et les « bienfaits » de leur culture, aux peuples colonisés !

L'ETAT D'ISRAEL : UNE CREATION COLONIALISTE

La déclaration Balfour

Des colonialistes, les sionistes ont le langage cynique, tel ce dirigeant sioniste, Shawell, qui, pendant la première guerre mondiale, écarte les objections à l'installation d'un Etat juif :

« Le seul royaume où la justice règne est le royaume des cieux, le royaume de la terre, lui, marche au pétrole. »

De pétrole, on parle de plus en plus à cette époque, et le pétrole arabe devient bien vite un enfer considérable. A la faveur de la guerre, l'impérialisme britannique évince l'impérialisme allemand du Moyen-Orient. Dès lors, c'est l'impérialisme britannique qui prend en charge les visées sionistes en Palestine à la place de son concurrent allemand déjà sollicité. Et c'est, le

2 novembre 1917, la célèbre déclaration Balfour :

« Le gouvernement britannique considère avec faveur l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine. »

La conférence de la paix en 1919 entérine cette déclaration et la Grande-Bretagne obtient le « mandat » sur la Palestine et la Transjordanie — forme de colonisation déguisée. Dès lors, l'impérialisme britannique favorise l'installation sioniste en Palestine, tout en ménageant en apparence les masses arabes. (*Le Livre blanc anglais* de 1939 limite l'installation au 1^{er} mars, en théorie.)

En effet, la résistance à l'occupation sioniste ne cesse pas de 1917 à 1948 et grandit jusqu'à la magnifique révolution populaire palestinienne de 1936 — réprimée très durement par les Britanniques. Pourquoi cette résistance ? C'est que l'immigration prend dès le début un caractère colonial ; c'est une colonie de peuplement qui s'installe, « yishouv », fermée sur elle-même avec son gouvernement propre, son fonds national, son réseau coopératif, ses syndicats exclusivemnet juifs regroupés dans la Histadrout de surcroît — patron, banquier et propriétaire foncier —, son armée, la Haganah (créée en 1920) ! C'est un Etat dans l'Etat.

L'« Agence juive » organise l'immigration, soutenue par l'impérialisme britannique, puis dans les années 30 par l'impérialisme américain, de plus en plus entreprenant dans la région.

Partage de l'O.N.U. : 1947

Ce sont les impérialistes américains qui poussent à la création de l'Etat d'Israël après la seconde guerre mondiale. L'affaire portée devant l'O.N.U. aboutit au partage en trois : Etat d'Israël, Etat arabe et Jérusalem administré par l'O.N.U. En 1947, la population juive représente 35 % de la population et possède 5,6 % des terres. Le partage lui octroie 57 % du territoire palestinien.

Les sionistes ne sont pas satisfaits et veulent plus. Ils mettent alors en œuvre treize opérations terroristes connues sous le nom « plan Dalet ». Ce sont des groupes terroristes « Stern » ou « Irgoun », puis la Haganah elle-même qui mènent les actions terroristes ; au cours de l'une d'entre elles, le massacre de Deir Yassin, village palestinien, dont les deux cent cinquante femmes, vieillards et enfants sont assassinés et jetés dans des puits ! C'est alors la panique savamment entretenue par les sionistes : trois cent mille Palestiniens sont ainsi chassés de leurs terres en quelques mois !

Le 15 mai 1948, les sionistes proclament officiellement la création de l'Etat d'Israël. La guerre éclate alors entre Etats arabes voisins et sionistes israéliens ; elle dure jusqu'en 1949. Les sionistes occupent alors 36 % supplémentaires du territoire palestinien ; du 15 mai au 30 novembre 1949, quatre cent quatre-vingt

mille autres Palestiniens sont expulsés. Plus tard, cent mille autres partiront. Au total, près d'un million de Palestiniens chassés de leur pays à la création d'Israël.

De ce lâche crime, Golda Meir et sa suite ne se vantent pas, quand ils exaltent l'anniversaire de leur Etat ! De cela, la presse ni la radio ne disent mot quand elles évoquent le 15 mai 1948. Pourtant, cela est la vérité qui doit être dite le plus largement par les amis du peuple palestinien, par tous ceux qui sont épris de justice !

Comme doivent être connues les méthodes terroristes utilisées pour chasser les Palestiniens.

Il y a eu les massacres et les assassinats, les pillages et les rapt, les destructions de villages pratiqués à grande échelle et reconnus le 17 septembre 1948 par l'envoyé de l'O.N.U. lui-même, le comte Folk Bernadotte, assassiné quelques mois plus tard par les sionistes !

Il y a l'appel à fuir lancé à longueur d'ondes par les radios israéliennes.

Il y a par la suite tout un appareil juridique mis au point pour consolider l'expulsion en masse : loi sur la propriété des personnes absentes, article 125 sur l'expropriation des terres arabes, loi d'urgence sur les terres en jachère, loi sur les terres expropriées en cas d'urgence, etc. Toutes « lois » contribuant à chasser les paysans palestiniens de leurs terres et à se les approprier !

Un dernier mot :

Sur la période 1948-1949, l'écrivain israélien Nathan Ghovski a déclaré :

« Nous autres colons juifs de Palestine, pourrons dire ce qui s'est réellement passé : nous avons forcé les Arabes à abandonner leurs villes, leurs villages... Certains d'entre eux ont été expulsés par les armes, d'autres ont été contraints de s'en aller par nos truquages, nos mensonges... qu'il nous suffise de citer les noms des villes de Jaffa, Lydda (1), Ramleh (2), Bersheln et Ahe entre autres... Voilà un peuple qui avait vécu sur sa propre terre depuis treize cents ans. Nous sommes arrivés et nous avons transformé les Arabes autochtones en de misérables réfugiés. »

« De plus, nous n'avons pas honte de les calomnier, de les avilir, de salir leur nom. Au lieu de regretter profondément ce que nous avons fait... nous justifions nos agissements horribles et essayons de nous en glorifier. »

(Nathan Ghovski, Jewish Newsletter, 9 février 1959.)

Telle est la vérité de la création de l'Etat sioniste révélée par un écrivain israélien.

Le terrorisme — comme le colonialisme — est la base de la création de l'Etat d'Israël. Voilà ce qu'il faut retenir du prétendu « anniversaire » des vingt-cinq ans d'Israël ; c'est l'anniversaire d'un crime contre un peuple entier.

(1) Le 11 juillet 1948, Moshe Dayan et ses troupes chassent 30 000 Palestiniens de Lydda.

(2) Le 12 juillet 1948, Yigal Allen en chasse 60 000 de Ramleh.

POURQUOI LES MAÎTRES - AUXILIAIRES SONT-ILS EN LUTTE ?

Les syndicats enseignants ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 15 mai. Objectif : la question de l'auxiliarat. La grève est peu connue, pas de battage syndical, silence de la presse. Bien des profs ou instituteurs disent : « Encore une grève-bidon, il faut faire une grève illimitée pendant les examens ; c'est ça qui serait payant... »

Peu de bruit, une action-bidon, sans préparation ; le ministère est au courant depuis longtemps ; les enseignants apprennent ça à la dernière minute. L'affaire paraît bien mal engagée. Pourtant, la condition des « auxiliaires », « remplaçants » ou « vacataires » de l'Education nationale est très aiguë — dramatique parfois. Pourtant, la combativité des auxiliaires grandit de jour en jour.

Qu'est-ce qu'un auxiliaire ?

Dans l'enseignement du second degré — 6^e-terminale — par exemple, le maître auxiliaire fait le même travail que les titulaires — souvent plus d'heures de service qu'eux d'ailleurs — pour un salaire bien moindre. Exemple : salaire net après trois mois d'exercice, pour un maître auxiliaire III, 1 073,22 francs, pour un agrégé, 2 010,20 francs ! Le premier doit faire 18 heures — ou parfois 21 heures de service —, le second 15 heures ! Surtout, le maître auxiliaire n'a aucune sécurité d'emploi. Telle année, il est ici, telle autre là ; pour certains, huit jours ici, un mois ailleurs, deux mois sans travail, etc. A la rentrée, pas de poste, même si on a déjà travaillé cinq ou même dix ans dans l'Education nationale. Et la possibilité d'être vidé d'un moment à l'autre, sans préavis ni indemnité. En douce... Depuis 1968, les vidages en douceur (pour motifs politiques) se sont terriblement multipliés chez les maîtres auxiliaires. Ni vu ni connu, ou presque. Un maître auxiliaire perdu, dix retrouvés : c'est la devise de Fontanet. Les conditions de vie et de travail ne sont guère brillantes pour les maîtres auxiliaires : jeune enseignant, transplanté loin de chez lui, mal logé, sans aucune formation professionnelle, il est souvent en butte au mépris des titulaires, à la tracasserie de l'administration ; il est souvent mis à l'écart : table pour les maîtres auxiliaires au réfectoire différente de la table des agrégés !

Comment en sortir ?

Il n'y a qu'une solution : être titularisé en passant un concours de recrutement (C.A.P.E.S. ou agrégation). Autant dire ne jamais en sortir ou presque.

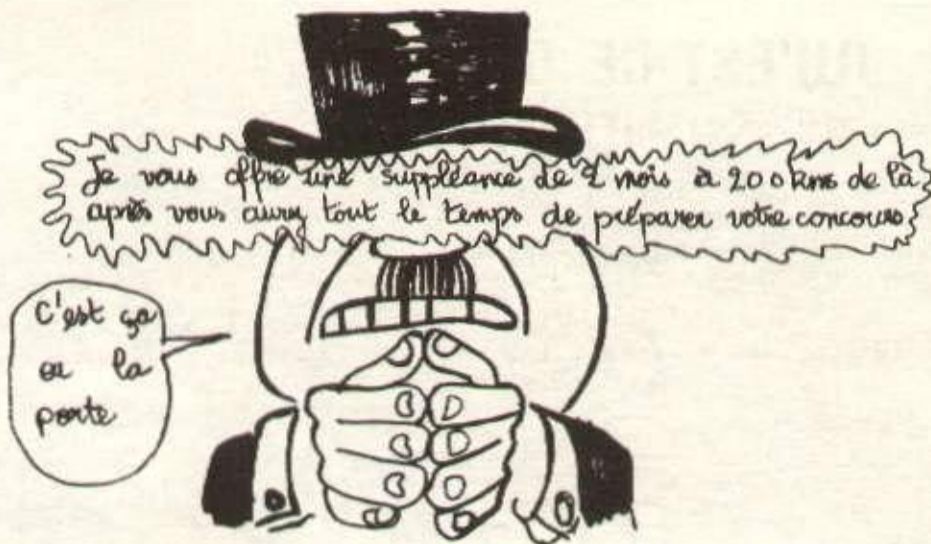
Quelques chiffres : pour l'agrégation de lettres modernes en 1972, le pourcentage moyen de succès est de

7,22 % ; pour les maîtres auxiliaires, il est de 0,4 % ! A l'agrégation, le maître auxiliaire a deux chances sur cent de réussir en moyenne ! Ce n'est pas surprenant : comment préparer un concours et travailler en même temps ; une maîtresse auxiliaire témoigne, dans une lettre de démission au ministre : « En prof « sérieux », je ne vivais que pour mes cours qui occupaient largement tout le temps que je passais à l'extérieur du lycée. J'avais encore moins de temps qu'à l'époque où je travaillais à mi-temps dans l'industrie, et je n'avais plus la possibilité d'aller en faculté — tout cela évidemment pour 300 francs de plus. Mes études, il fallait donc les oublier. »

De 1968 à 1973, il y a eu un plan de résorption de l'auxiliarat ; quelques milliers de postes ont été créés, et des maîtres auxiliaires titularisés par promotion interne mais des nouveaux maîtres auxiliaires ont été recrutés. Donc, situation inchangée.

La situation générale

Un enseignement sur quatre est un auxiliaire environ. Le pourcentage dépasse largement ce chiffre dans les « classes-dépotoirs » : transition, pratiques ou dans les C.E.T. (50 à 60 %). A élèves des classes populaires, professeurs exploités ! Aujourd'hui, sans l'auxiliarat, l'enseignement ne pourrait fonctionner. Le système répond à des objectifs clairs pour l'Etat capitaliste :



— S'assurer une main-d'œuvre mobile à meilleur marché ;

— Entretenir une division savante dans le personnel où s'opposent titulaires ou non, « échelons », « gradés », « corps d'enseignants », etc.

Au fond, le recours à l'auxiliarat remet en cause certaines conquêtes obtenues par les luttes dures des fonctionnaires au début de ce siècle.

La situation est la même dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Face à cette situation, 2 voies :

— La solution individuelle, « recaser » tous les auxiliaires chaque année en piétinant dans les antichambres des rectorats et des inspections académiques, en trouvant le « piston » auprès de quelqu'un de bien placé ou en comptant sur les commissions paritaires (administration, syndicats). C'est la solution prônée par les organisations syndicales qui réclament à cor et à cri un nouveau « plan de résorption » de l'auxiliarat (comme en 1968). Mais avec un tel plan, il faudrait trente ans pour titulariser tous les auxiliaires actuels, sans en recruter d'autres !

— La solution collective, celle de la lutte qui exige deux choses :

— La titularisation immédiate de tous les auxiliaires ;

— Une formation professionnelle réelle pour tous (auxiliaires et titulaires qui sont logés à la même enseigne, « bénéficiant » d'une formation-bidon !).

Cette voie-là, de plus en plus d'auxiliaires l'empruntent ; aux quatre coins de la France, des comités de défense des auxiliaires se sont créés, dans l'Ouest, à Rennes, à Nantes, dans la Région parisienne, dans le Midi. Ils ont déjà mené des luttes en février et en mars derniers et développent un grand travail d'explication pour unir les auxiliaires souvent isolés et ces auxiliaires aux titulaires.

Pendant la grève du 15 mai décidée par les syndicats enseignants, les deux voies s'affronteront sans nul doute. Les syndicats, contraints à cette action par la combativité des auxiliaires, font semblant de lutter et démobilisent le plus possible en s'appuyant sur les idées égoïstes, corporatives d'un bon nombre de titulaires (« On en a bavé, à leur tour ! »). Mais la combativité est grande et dans bon nombre de coins la voie de la lutte pourrait bien l'emporter. On en reparlera !

Révolte à la prison St-Paul de Lyon

« ON EST ENCORE DES HOMMES »

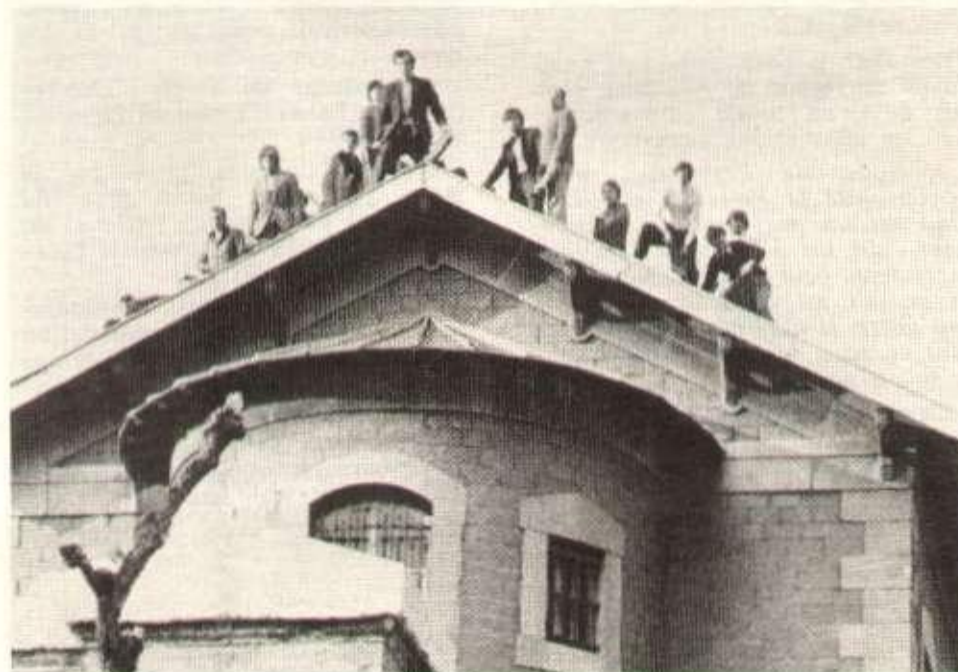
Il y a un mois, un certain nombre de détenus de la prison Saint-Paul de Lyon avaient refusé de regagner leur cellule après la promenade — protestant contre les mauvaises conditions de détention : hygiène déplorable, impossibilité d'embrasser leurs enfants lors des visites au parloir, etc.

Des promesses leur avaient été alors faites par l'administration pénitentiaire et des représentants du ministère de la Justice. Bien entendu, aucune ne fut tenue.

Aussi, le 8 mai, les détenus décident de durcir leur mouvement, dans le but surtout d'alerter l'opinion sur leur situation. Ils refusent de regagner leur cellule et, s'étant barricadés dans une aile de la prison, ils montent sur les toits pour présenter leurs revendications aux passants et aux journalistes bientôt accourus :

« On proteste contre les conditions d'hygiène, on vit dans la crasse, on est toujours dans des cellules infectes. On mange des patates à l'eau. On est coupable, on paye, mais on est encore des hommes. On veut pouvoir embrasser nos enfants au parloir. On veut une justice plus rapide. Il y a des jeunes qui sont en préventive depuis un an, sans instruction... »

Les C.R.S., dans les rues voisines de la prison, faisaient tourner le moteur de leurs camions pour tenter de couvrir la voix des détenus — mais cela n'a pas empêché la



foule de manifester sa solidarité avec les détenus. Les C.R.S. ont mis plusieurs heures à « dégager » les toits à coups de grenades lacrymogènes.

Le système capitaliste fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme offre, dans son système judiciaire, un de ses aspects les plus exécrationnels. C'est pourquoi la revendication fondamentale des révoltés de Lyon — comme ceux de Toul ou d'ailleurs — c'est d'exiger le « respect de leur dignité humaine ». De-

puis le début de l'année, plus de vingt détenus — dont beaucoup en « préventive » — se sont suicidés dans les prisons françaises.

Les détenus de Lyon ont rappelé que des jeunes croupissaient depuis des mois en préventive pour des délits mineurs — qui ne « valent » bien souvent que quelques semaines de prison. Et pendant ce temps, des escrocs et des trafiquants ayant les bonnes grâces du pouvoir coulent des jours heureux. Deux poids, deux mesures. Ainsi va le capitalisme.

AFFICHEZ
H. R.

en bref... en bref... en bref... en bref...

Colère à la Réunion

Le vacarme des élections est passé. La première mesure gouvernementale ne s'est pas fait attendre : la préfecture a annoncé qu'à partir du 3 avril le prix de vente au détail du riz de « luxe » passe de 80 F CFA à 155 F CFA et celui du riz ordinaire, de 45 F à 65 F. Le riz étant un élément de base dans l'alimentation à La Réunion, c'est l'ensemble des masses populaires qui est ainsi durement touché par cette flambée des prix.

La colère est grande dans l'île où sévissent la misère et l'oppression coloniale et la riposte a été prompte. La quasi totalité de l'île est maintenant paralysée par une grève générale qui touche les principales activités économiques : l'industrie portuaire et les secteurs du bâtiment, la compagnie Schell.

Le 11 mai, de violents affrontements ont eu lieu entre la police et les manifestants à St-Denis. Dans le quartier de Sainte-Clothilde, bouclé par les « forces de l'ordre », les manifestants se défendaient à coups de pierre. A deux reprises un hélicoptère de gendarmerie est intervenu, arrosant la foule de grenades lacrymogènes.

Les traîtres de l'intersyndicale (CGT-CFDT-FO) ont « désapprouvé les actes de violence », en invitant les travailleurs à « s'abstenir de toute manifestation sur la voie publique ». Ils ont même fait plus fort encore en souhaitant que « dans un but d'apaisement et pour le retour rapide à une situation normale, le maintien de l'ordre soit assuré par la police et la gendarmerie, plus proches de la population »... ! Le ministère des DOM-TOM ne tient pas un autre langage !

La « situation normale » dont ils se gargarisent ainsi, c'est celle de l'effroyable misère à laquelle le colonialisme français soumet le peuple de la Réunion : sous-alimentation, maladies, chômage, émigration forcée, exploitation éhontée ! Un exemple : alors que les prix des produits de première nécessité ne cessent de grimper, le salaire minimum garanti à la Réunion est de... 520 F par mois !

C'est pourquoi les travailleurs poursuivent grèves et manifestations pour protester contre l'exploitation coloniale et exiger notamment, l'attribution immédiate d'une prime de 100 F et pas de salaires inférieurs à 900 F.

Tenons-nous fermement à leurs côtés dans cette lutte !

pect des libertés démocratiques, l'amélioration des conditions de vie du Peuple !

D'après un communiqué de l'U.G.E.S.M. (Union Générale des Etudiants et Stagiaires Mauritanien)

Druon ou une certaine idée de l'art

Alors qu'il était ministre de la « culture », Duhamel affirmait : « Il n'y a pas de censure en France ». Son successeur, le triste Druon, n'y va pas quant à lui par quatre chemins : « J'entends conduire mon action selon une certaine idée de la France et selon une certaine idée de l'homme », dit-il. Et bien vite on voit de quelle « idée de la France » et de quelle « idée de l'homme » il s'agit.

« Que l'on ne compte pas non plus trop sur moi pour subventionner, par préférence, avec les fonds de l'Etat, c'est-à-dire avec l'argent du contribuable, les expressions dites artistiques qui n'ont d'autre but que de détruire les assises et les institutions de notre société. »

« Les gens qui viennent à la porte de ce ministère avec une sébile dans une main et un cocktail Molotov dans l'autre, devront choisir. »

Ces paroles sont tout à fait dans la ligne de conduite du gouvernement Messmer. Elles sont une insulte adressée aux artistes progressistes et une menace contre la liberté d'expression. C'est le signal de la mise au pas des artistes et du règne de « l'ordre moral ».

Les subventions versées aux groupes artistiques étaient déjà fort minces, désormais elles seront réservées à ceux qui se vendent au pouvoir. C'est une tentative pour étouffer la voix de ces troupes artistiques qui veulent que l'art soit une arme contre la société bourgeoise.

Druon voudrait que seuls puissent s'exprimer ceux qui partagent son « idée de la France et de l'homme », ceux qui ont lié leur sort à celui du capitalisme. Cette attaque contre la liberté d'expression des artistes est dans son fond la même que celles qui touchent la classe ouvrière, les différentes couches du peuple. Il s'agit de faire taire tout ce qui remet en cause ce régime. C'est pourquoi il s'agit d'un seul combat.

Ces propos de Druon auront au moins un mérite : ils montrent que dans la société de classes l'art est au service d'une classe. Ou bien il sert la bourgeoisie et une « certaine idée de l'homme », ou bien il se met au service de la classe ouvrière. L'artiste n'est pas indépendant. Ou bien il se range du côté de l'exploitation, ou bien du côté de la libération.

Dimanche 13 mai, de la Bastille à la Nation s'est déroulée une manifestation de masse regroupant au moins 10 000

personnes, à l'appel de plusieurs compagnies théâtrales progressistes, d'intellectuels révolutionnaires et de syndicats des travailleurs du spectacle. Les manifestants entendaient protester contre les déclarations fascisantes du nouveau ministre de la « Culture », Maurice Druon, le Malraux du pauvre. En tête, le cercueil symbolique de la liberté d'expression, puis une foule de manifestants avec des banderoles combatives, comme : « Liberté d'expression », « ordre moral, ordre du capital ». On remarquait dans le défilé le F.A.P. (Front des Artistes Plasticiens), qui scandait des mots d'ordre de lutte tels que : « Pas de subvention, la révolution », « La sébile ne paie pas, seul le combat paiera », « Royer, Druon, ils ont pris les plus cons », « Druon, démission, Aragon, trahison ». Des manifestants de l'HR défilaient dans ses rangs.

A bas la fascisation. Unité populaire et prolétarienne.

Après Druon, Galley

Il ne se passe désormais plus de semaine sans qu'un ministre recourt à la menace, sans que de nouvelles atteintes aux libertés aient lieu, sans qu'on entende des propos fascisants.

C'est aujourd'hui au tour de Galley, ministre des Armées.

Devant le congrès des officiers de réserve, on a pu l'entendre dire : « Cette entreprise de dénigrement, il faut le dire clairement, est criminelle... » La critique et la lutte contre l'armée du capital sont un crime, ceux qui s'y livrent sont des criminels. Voilà qui est clair et a des relents d'autres époques.

Et c'est en ces termes qu'il a terminé : « Il m'appartient de veiller à ce que l'armée soit respectée et soyez assurés que je ne faillirai pas à ma mission. » On voit par quels moyens Galley compte faire régner le « respect », c'est-à-dire le silence.

Gaspillage capitaliste

On a appris récemment que 25 000 tonnes de marchandises sont détruites chaque année à Rungis. Vingt-cinq millions de kilos de nourriture que l'on a délibérément jetés à la poubelle, alors que les prix de la viande, des produits laitiers et des légumes montaient en flèche pour les travailleurs. Il est vrai que de toute façon ils payaient aussi ce qui avait été jeté. 25 000 tonnes de nourriture, c'est ce que consomme en trois jours l'ensemble de la population de l'agglomération parisienne ! Et pendant ce temps, des milliers et des milliers et des milliers de travailleurs se serrent la ceinture. Pendant ce temps, des vieillards crèvent de faim.

Le capitalisme, c'est le gaspillage sur le dos des travailleurs. Le capitalisme, c'est la misère pour le peuple.

A Paris au Petit Palais

EXPOSITION DES TRÉSORS D'ART CHINOIS



ET DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES



374 pièces uniques, bronzes, céramiques, jades, etc.

Mauritanie : la lutte du peuple contre l'impérialisme

Le 27 mars dernier, Nouakchott se réveille, les murs couverts de slogans : « Mil, soins gratuits ! » « augmentation des salaires, baisse des prix ! » « Libérez les grévistes de la faim ! » Les femmes de la capitale se regroupent le même jour à 17 heures, reprenant les mêmes slogans, en une marche imposante. Elles occupent les abords immédiats de la préfecture, expliquant le but de leur manifestation, invitant l'ensemble de la population à les rejoindre pour exiger de meilleures conditions d'existence, le respect des libertés démocratiques.

Le lendemain, dans la soirée, une manifestation de grande envergure regroupant étudiants, élèves, femmes chômeuses, travailleuses, s'ébranle à l'ouest du grand marché et se dirige vers l'école de Justice en passant devant le peloton d'escorte et le camp militaire. Les manifestants reprennent les slogans inscrits sur les banderoles, distribuent des tracts aux passants. Trois cars de policiers sont pris d'assaut par la foule en colère. La manifestation se termine par un grand meeting d'explication sur les luttes et les revendications du peuple mauritanien. Ce n'est qu'après que la répression frappe. De nombreuses personnes sont arbitrairement arrêtées et inculpées de « participation à une manifestation illégale ».

Exigeons leur libération immédiate ainsi que celles des patriotes mauritaniens emprisonnés, le res-

COMMANDEZ à

E - 100

Edition diffusion du Centenaire, B.P. 120, 75962 PARIS CEDEX 20

- Découvertes archéologiques en Chine nouvelle** (217 planches noir et couleur des documents archéologiques exhumés en Chine nouvelle) 45 F
- Peinture sur soie de la dynastie des Han de l'Ouest** (12 planches couleurs) 60 F

CHELLES :

DE LA DIFFICULTÉ D'INAUGURER UNE RUE...

Le 5 mai au matin, Rabourdin, maire UDR et patron, a tenté de baptiser l'avenue qui mène au lycée. Son nom L'avenue de « l'Europe ». Mais s'agissait-il de célébrer les peuples de l'Europe ? De quelle Europe le maire Rabourdin parle-t-il ? On a vite été édifié, à la tribune officielle paraissent : un député turc, un représentant d'une municipalité allemande, un commandant de C.R.S., un commissaire principal de police, un chef d'escadron de gendarmerie... Et à côté des « officiels », 3 cars de C.R.S. 1 300 m plus loin, une trentaine de flics de Chelles et une dizaine de « civils » stationnent devant le lycée pour empêcher les lycéens de dire ce qu'ils pensent de l'Europe des patrons et des flics !

On n'avait jamais tant vu de flics à Chelles. Au moins 150 ! Les lycéens — une centaine au début — crient : « A bas l'Europe des flics et des patrons » et tentent de contourner le barrage en passant par les champs de luzerne. Aussitôt les flics se mettent à charger et tapent à 5 ou 6 sur les lycéens. Ils n'ont rien à envier à leurs « grands frères d'armes » les C.R.S... question matraquage. Les lycéens se regroupent. La colère est grande alors, et toutes les rancœurs accumulées réapparaissent : brimades et tracasseries quotidiennes contre la population de Chelles, et surtout contre les jeunes et les travailleurs immigrés. Et

puis, chacun a encore en tête le tabassage de plusieurs lycéens dans le commissariat de Lagny, au retour de la manifestation du 9 avril à Paris. Les insultes partent, les cailloux volent alors ; les charges des flics réussissent encore ; tout le monde se replie. Mais bientôt, les lycéens sont de plus en plus nombreux, des jeunes du C.E.T. et des jeunes des cités voisines arrivent. La colère monte encore, et quand les flics se mettent à tabasser un jeune travailleur au cours d'une charge, aussitôt, tout le monde se précipite et le rapport de forces change. Les flics ont beau cogner, les manifestants ont compris leur force ; les flics sont complètement débordés par au moins 500 jeunes !

Un des deux poteaux fraîchement posés est arraché. La deuxième inauguration a lieu ! Les flics perdent leurs képis et leur morgue : leur retraite prend l'allure d'une fuite. Ils sont « raccompagnés » vers leurs voitures, sans pouvoir y remonter, vue l'intense pluie de cailloux ! Heureusement pour eux, les C.R.S. arrivent, se déploient en ligne de bataille et repoussent les manifestants jusqu'au lycée, tout en essayant pas mal de cailloux. Puis ils vont protéger leurs « maîtres » en train de boire l'apéritif « d'honneur »...

Alors les fascistes, bien connus dans la ville, entrent en action. A 1 heure, un automobiliste renverse une lycéenne

et s'enfuit. L'après-midi, les festivités « européennes » continuent : on a prévu un concert gratuit dans le centre culturel donné... par la police nationale ! Et tandis que les « policiers-musiciens » accordent leurs violons, leurs collègues fourbissent leurs armes ; quadrillage du quartier, martellement des trottoirs avec casque sous le bras. Dans le hall du Centre Culturel, les fascistes lorgnent les « suspects »... et vont s'échauffer dans les toilettes en faisant des tractions sur les lavabos ! Le personnel du Centre est indigné de devoir travailler avec les brutes armées dans leur dos. D'ailleurs, le directeur du Centre tente d'empêcher le matraquage violent de deux militants — qui voulaient dénoncer ce qui s'était passé le matin — par un membre du S.A.C. et conseiller municipal et, par un officier C.R.S. Quant à l'adjoint au maire UDR, présent alors, il affirme ne pas avoir vu « d'hommes armés » !

Quelles ont été les réactions à cette journée ? Citations du « Parisien Libéré », édition locale : le maire Rabourdin, après un éloge de la jeunesse « éprise d'idéal et d'absolu », conclut : « D'ailleurs la rue de l'Europe ne conduit-elle pas à la cité scolaire ? N'est-ce

pas là un magnifique symbole ».

Le mot de la fin est revenu au représentant d'une municipalité allemande :

« Nous sommes profondément touchés par l'accueil que vous nous avez réservé. »

Heureusement pour ces gignols, le ridicule ne tue pas.

Et en passant, le « Parisien Libéré » signale des « désordres » et treize blessés dans les forces de « l'ordre ». Il ignore s'il y a eu des blessés parmi les lycéens. On ne s'inquiète que de la santé de ses amis !

Autre réaction intéressante : celle d'un tract P.C.-F.-P.S., qui dit que « quelques jeunes sont tombés dans la provocation »...

Pour nous, cette action nous a confirmé que face aux flics et aux fascistes, une seule action valable : LA RIPOSTE DE MASSE, tous unis, travailleurs et lycéens, jeunes et vieux. Ces leçons serviront sans nul doute pour renforcer le comité antifasciste de Chelles, en voie de création, et dont le but est de faire l'unité la plus large pour s'opposer à la répression des flics et aux agissements des fascistes sans cesse grandissants.

RIPOSTE DE MASSE CONTRE LES FLICS ET LES FASCISTES.
Correspondant H.R.

LE TROTSKISME ET LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

On se souvient que lors de l'assassinat de Mahmoud Hamchari et de la venue de Golda Meir à Paris, les trotskistes de la Ligue avaient repoussé toute idée de manifestation, sous prétexte d'éviter les « provocations », en fait, pour ne pas déplaire à Mitterrand qui l'invitait, et ne pas gêner « l'Union de la gauche ».

Voilà qu'à nouveau ils viennent de démontrer jusqu'où ils sont capables d'aller.

Une réunion regroupant diverses organisations s'est tenue afin d'envisager une manifestation de soutien au peuple palestinien. Les trotskistes ont repoussé une nouvelle fois toute idée de manifestation sous des prétextes divers. Néanmoins, une manifestation a été décidée par toutes les autres organisations pour le 19 mai. L'objectif étant de lui donner un caractère de masse. Rendez-vous fut pris pour un jour suivant. Notre surprise fut grande en apprenant que cette réunion avait été annulée, qu'une autre avait eu lieu la veille, à l'initiative des trotskistes, et qu'une manifestation avait été décidée pour le 12 mai (soit deux jours après).

Voilà qui donne à réfléchir.

N'est-il pas surprenant que, s'opposant à toute manifestation, les trotskistes décident brusquement d'en préparer une ?

N'est-il pas surprenant également qu'elle ait été fixée alors qu'une autre était déjà prévue ?

Enfin, ne doit-on pas considérer qu'elle n'a eu pour rôle que de permettre aux trotskistes de sauver la face ? Préparée dans les pires conditions, elle ne pouvait que réunir bien peu de monde (entre 1 000 et 1 200 personnes dont environ 300 à 400 de la Ligue) tout en semant la confusion par rapport à la manifestation du 19. Quant à nous, nous n'hésitons pas à dire que l'initiative trotskiste revient à un sabotage du soutien à la lutte du peuple palestinien. Notre plus grand étonnement a été de constater que les organisations appelant pour le 19 se soient laissées entraîner dans ce sens.

Et ceci d'autant plus que nous avons pu constater que les mots d'ordre lancés par les trotskistes au cours de cette manifestation n'avaient rien à voir avec les objectifs pour lesquels le peuple palestinien lutte pour retrouver sa patrie usurpée, ces messieurs ne trouvent rien de mieux que de crier : « Vive la révolution socialiste arabe ». A notre connaissance, aucun représentant du peuple palestinien n'a fixé un tel objectif à l'étape actuelle de la révolution. Une fois de plus, nous avons vu que le trotskisme est un faux ami du peuple palestinien.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

SJP. Soutien à HR	1,50
Au service de la classe ouvrière	10
CDHR Pierre Sémard	20
CDHR F. Yveton	20
VM. En supplément à commande de brochures	17
Le peuple palestinien vaincra. Léon	10
1 cheminot contre le révisionnisme	5
CDHR F. Marty	42,50
Soutien permanent RR	200
Les camarades du bassin	20
CDHR Pierre Sémard T	40
En supplément à réabonnement. VE	4
Soutien à HR. JJB	40
Soutien mensuel. Roger	60
1 mineur retraité compagnon de F. Marty	0,50
GB et MD. Continuons à combattre l'électoralisme	50
1 jeune Algérien en France	3
1 cheminot dirigeant comité de jeune CGT	2
1 musicien sympathisant	10
1 ex-militante Front-Rouge	25
Soutien à la lutte des travailleurs guadeloupéens	25
Soutien à HR	3
RC. En plus réabonnement	8
CDHR F. Marty L	46,50
1 sympathisant	10
JB. Soutien à HR	15
CDHR Octobre	4
CDHR F. Marty	36
1 camarade	4
1 sympathisant martiniquais	1
1 électricien	3
Des travailleurs immigrés	1,80
1 militant	50
En supplément à réabonnement. MF	15
RL. Soutien permanent. Mai	30
CDHR Cdt Bourgat	50
Pour que vive HR	20
CDHR F. Yveton	150
CDHR NVT	50
CDHR Cl Fabien	20
CDHR P. Sémard	102
CDHR Stalingrad	0,50
1 sympathisant	6
Souscription lectrice	3
Souscription lecteur	1
Pour la Guadeloupe	26,90
CDHR Dimitrov	50
CDHR P. Vaillant Couturier	3,50
CDHR G. Flourens. Mai	150
SEV	100
Soutien	23,50
CDHR Dallidet	6
CDHR G. Péri	27
Total	1 621,70
Total précédent	285 799,50
Total général utilisé pour le règlement des dettes de HR	287 421,20

VOUS TROUVEREZ PROLÉTARIAT DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES

PARIS

Norman Béthune, 76 boulevard Saint-Michel (5°).
Le Phénix, 72 boulevard de Sébastopol (2°).
L'Étincelle, 92 rue d'Oberkampf (11°).
La Jolie de Lire, 40 rue Saint-Séverin (5°).

MARSEILLE

Lire, 16 rue Sainte (1°).

LYON

Librairie Fédérop, 7 rue des Trois-Mairies (5°).
La Proué, 15 rue Childebert.
Les Canuts, 33 rue Leynaud (1°).

RENNES

Le Monde en Marche, 37 rue Vasselot.

AGEN

Librairie Occitane, 32 rue Grenouilla.

SAINT-BRIEUC

Maison de la Presse, 13 rue Saint-Guillaume.

GRENOBLE

Librairie de l'Université, 2 place du Docteur-Léon-Martin.

BORDEAUX

Librairie Mimésis, 5 bis rue de Grassi.

MONTPELLIER

« La Découverte », 18 rue de l'Université.

NANTES

Librairie 71, 29 rue Jean-Jaurès.

STRASBOURG

Librairie « Les Idées et les Arts », place Brant.

BRUXELLES

Librairie « Clarté », 32 chaussée d'Alseberg.

QUEBEC

Librairie « Ho Chi-minh », 72 Prince-Arthur-Est.

MONTREAL

Librairie progressiste, 1867 Amherot (132).

L'exemplaire (6 F) en vente dans ces librairies ou par l'intermédiaire des militants ou sur demande à son siège contre 7 F (majoration pour frais d'expédition).

Abonnement : 1 an : 20 F - 2 ans : 35 F.

Abonnement de soutien : 1 an : 50 F - 2 ans : 100 F.

PROLETARIAT, 17 rue du Sentier, 75002 PARIS

C.C.P. : 3068698 La Source

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

A propos de l'unification des marxistes-léninistes (suite)

PAS DE MONSIEUR BONZOFFICES... MAIS LE RESPECT DES PRINCIPES!

Depuis 1968, Gilbert Mury a dépensé beaucoup d'énergie en vue de jouer un rôle, souvent salué par la presse bourgeoise, auprès des différents groupes qui se proclament « marxistes-léninistes », et même d'autres formations plus équivoques comme celle du néotrotskiste que nous avons démasqué la semaine dernière.

Mury est conséquent avec lui-même. Du moins l'est-il avec les conceptions qu'il a développées, après le printemps révolutionnaire de 1968, dans son livre « La société de répression » (1). Remettant en cause

UN MARXISTE-LENINISTE ECLECTIQUE

En mai 1968, il travaillait avec l'ultra-révionniste Barjonnet et quelques autres personnalités trotskianistes. Comme il s'était prévalu de son bref passage dans les rangs des marxistes-léninistes, « l'Humanité nouvelle », n° 105 du 30 mai 1968 fit à ce sujet cette mise au point : « Le Bureau politique du P.C.M.L.F. fait savoir que Gilbert Mury n'a pas participé au Congrès constitutif du P.C.M.L.F., a depuis lors comparu devant la Commission centrale de contrôle politique pour indiscipline, fait actuellement l'objet d'une demande d'exclusion présentée par sa cellule de base, rattachée par sa section et le Bureau régional parisien. Il ne représente que lui seul et n'a aucun titre pour parler en tant que membre du P.C.M.L.F. » Précisons que, sur instances de François Marty et Jacques Jurquet, son exclusion ne fut pas accordée par le Comité central du P.C.M.L.F. Pour la simple raison qu'il n'était pas un ennemi organisé et qu'il convenait seulement de prendre acte de son abandon du jeune parti dans les conditions que nous relaterons plus loin.

Par la suite, dans les colonnes de « Combat », quotidien appartenant au sioniste milliardaire Smadja, il

RETABLISSONS LA VERITE HISTORIQUE

Dans un livre autobiographique récent qu'il a intitulé « Pour quoi je vis. On leur fera la peau », Gilbert Mury écrit en effet à la page 174 : « Je fus de ceux qui créèrent non sans mal le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste). Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer nos naïvetés, nos combats et nos erreurs, ni comment, en fin de compte, je refusais d'aller au Congrès qui décréta le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Comme si n'importe quel groupe — déchiré par les querelles personnelles, rongé par l'opportunisme, coupé de la classe ouvrière, incapable de diriger une lutte ou d'analyser le monde réel — était en droit de se proclamer « parti »... »

Tout en reconnaissant ici qu'il n'a nullement la qualité de fondateur du P.C.M.L.F. (il n'a pas davantage celle de fondateur de la « Fédération des Cercles marxistes-léninistes » ou du « Mouvement communistes français (marxiste-léniniste) » qu'il rallia près de cinq mois après son Congrès constitutif, et ce, sur demande expresse des dirigeants marxistes-léninistes alors qu'il avait tendance à vouloir encore demeurer dans les rangs du Parti révisionniste), Mury fait ici cause commune, au moins objectivement, avec les plumitifs de la bourgeoisie qui s'efforcèrent soit de dissimuler, soit de dénaturer la signification, le contenu et la portée historique d'un événement à juste titre redouté par leur classe.

Mury prend le contre-pied absolu du message envoyé au Congrès de Puyricard par le Premier Secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, l'émi-

le principe du « Centralisme démocratique » et les structures du parti de type nouveau, il s'est efforcé de « réviser » Lénine et Staline... à partir de leurs propres écrits ! Dans sa lancée, il est même allé jusqu'à vanter « l'autogestion » ! Comme on dit « il fallait le faire » ! Mais en vérité, il n'innovait nullement en la matière : nombre de sociaux-démocrates et autres opportunistes l'avaient précédé, depuis un demi-siècle, sur la voie sans issue où il s'est dangereusement engagé.

Auprès de quel groupe révolutionnaire petit bourgeois n'a-t-on pas trouvé Mury depuis cinq ans ?

proclama « Nous sommes tous la gauche prolétarienne ! ». Mais sa bonne volonté ne lui ouvrit cependant pas les portes de l'organisation en cause.

Il se fait maintenant le porte-parole de ce « Front rouge », dont les dirigeants ultra-gauchistes le couvraient naguère de leurs injures, l'assimilant sans réserve à l'ultrarévionniste Roger Garaudy !

Mury n'est qu'une « personnalité » au sens bourgeois et nous savons bien que « ce sont les masses qui font l'histoire ». Aussi laisserions-nous passer, non sans ironie dénuée de méchanceté, les informations de la grande presse comme celle du

« Monde » du 3 mai dernier « M. Gilbert Mury, écrit ce quotidien, membre fondateur du Parti communiste marxiste-léniniste de France en mai 1968, de tendance maoïste, actuellement maître-assistant à l'Institut universitaire de Bordeaux... » (ils écrivent vraiment n'importe quoi, il y a dans ce passage autant de contre-vérités que de lignes !), si l'intéressé lui-même ne contribuait par des écrits publics à déformer la vérité historique au sujet du Mouvement marxiste-léniniste en France.

ment marxiste-léniniste Enver Hoxha, message publié dans « l'Humanité nouvelle » du 11 janvier 1968.

Mury feint d'ignorer qu'un parti révolutionnaire prolétarien peut parfaitement naître à l'initiative de ce qu'il nomme un « groupe ». L'exemple du parti communiste chinois prouve qu'il ne s'agit nullement de quantité, mais de qualité et d'opportunité historique, et cela par-delà la lutte de classes qui opposa dès sa naissance dans les rangs de ce glorieux parti la ligne prolétarienne du président Mao et celles de tous les individus, opportunistes de droite et de gauche, qui la combattaient.

Mury n'ignore pourtant pas que les « querelles personnelles » qu'il évoque ne traduisent rien d'autre que l'intense lutte de classes entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise sur la question de la naissance et de l'édification du jeune Parti révolutionnaire prolétarien en France. Ne se souvient-il pas qu'il fallut débarasser les rangs marxistes-léninistes de toutes sortes d'opportunistes et agents provocateurs, tels l'actuel député socialiste de Montpellier, Georges Frêche, ou le flic révisionniste Nicolas Lanzada, et combien d'autres !

Mais, diffamateur du Congrès de Puyricard, Mury oublie que les marxistes-léninistes disposent d'archives. S'il avait songé à cette éventualité, sa plume aurait sans nul doute montré plus de sagesse et se serait gardé de travestir la vérité de manière fantaisiste. A-t-il donc oublié l'autocritique qu'il rédigea, après le

Congrès, pour expliquer son indiscipline et le refus qu'il opposa, lui, seul, aux 104 délégués déjà rassemblés quand, à l'unanimité et par l'intermédiaire de François Marty en personne, ils lui firent transmettre la directive d'avoir à rejoindre sans retard la salle du Congrès, en dépit de son encerclement partiel par les gendarmes ?

A-t-il donc oublié la correspondance échangée par lui et son entourage, après les assises avec les dirigeants élus du P.C.M.L.F., dans laquelle ils ne contestaient en rien la légitimité du Congrès, mais invoquait une dépression nerveuse ?

En tout cas, Mury ne révèle pas à ses lecteurs son attitude réelle au moins en deux circonstances : au moment du Congrès d'une part, devant une session ordinaire du Comité central du P.C.M.L.F. avant mai 1968 d'autre part.

Mury fut le seul et unique délégué à se dérober au Congrès de Puyricard en invoquant la présence des forces répressives de l'Etat bourgeois. Une partie des congressistes exigea son exclusion sur le champ. Mais le bureau du Congrès, présidé

NOTRE POSITION CLAIRE ET NETTE

Au demeurant, si nous lui dénonçons la qualité de « marxiste-léniniste », nous ne le tenons pas pour un ennemi organisé. Ce qui le sépare des communistes marxistes-léninistes, c'est son idéologie, ainsi que sa remise en cause de Lénine et Staline sur la question du centralisme démocratique. Sa théorie sur la « décentralisation » dans un Parti révolutionnaire appartient au courant spontanéiste et social-démocrate réapparu avec la force que l'on sait en 1968, du fait du vide et de la trahison dont les dirigeants révisionnistes portent la responsabilité première.

Il arrive que sur des points précis, dans des circonstances particulières, les prises de position de Gilbert Mury correspondent aux nôtres. Nous considérons alors qu'il est utile d'agir en alliance avec lui dans la mesure où il entraîne un certain nombre de personnes, par exemple, pour une connaissance améliorée et un soutien actif de l'Albanie socialiste. S'il maintient en dehors de toute influence ultra-gauchiste la jeune « Association d'Amitié franco-albanaise », il sera constamment assuré de notre soutien pour le succès d'une entreprise dont il a eu l'initiative. Une telle Associa-

tion doit être très large et ne jamais devenir le champs clos des activités infantiles d'éléments gauchistes (au sens de Lénine).

par François Marty, refusa de se laisser entraîner dans un débat qui risquait de dévier de l'objectif principal de l'ordre du jour : la fondation du Parti. Décision fut admise, à la majorité relative, d'entendre ultérieurement Gilbert Mury pour qu'il s'explique sur son attitude.

Comme on s'en doute ce dernier n'avança alors aucune des raisons qu'il fournit aujourd'hui. Deux ou trois mois plus tard, alors qu'il venait d'être admis à siéger dans le Comité central sur la base de son autocritique et du rapport de la Commission centrale de contrôle politique, Mury exigea lui-même que soit discutée sa candidature au Bureau politique. Il fit ainsi preuve d'une curieuse idéologie, inhabituelle dans un parti prolétarien. Devant le refus exprimé par la majorité du Comité central, il laissa exploser une colère d'une rare violence, se leva et partit en claquant la porte avec force.

Nous regrettons que l'intéressé lui-même nous ait contraints à de telles révélations, mais ses écrits sur ces événements étant publics, il comprendra aisément que nous ne pouvions les laisser passer sans rétablir la vérité historique.

Mais sur le plan de l'édification du mouvement marxiste-léniniste, les contradictions entre Mury et nous sont fondamentales, c'est-à-dire « de principe ».

C'est pourquoi aux rumeurs lancées par certains dirigeants de groupes révolutionnaires petits-bourgeois tendant à le consacrer comme « unificateur » des marxistes-léninistes, tel un quelconque Monsieur Bonzoffices, nous opposons et ne cesserons d'opposer les principes du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung en matière d'édification idéologique et organisationnelle d'un Parti de type nouveau, d'un Parti révolutionnaire prolétarien.

14 avril 1973

(1) Edition « Citoyens » (Editions universitaires — 1969 — Voir surtout le chapitre « Que faire ? » à partir de la page 290 jusqu'à la fin, page 332. Lecture très instructive pour bien connaître le « marxisme-léninisme » de Gilbert Mury !

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



